

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DU PLAN INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



Projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu

ENQUETE DE SATISFACTION DES BENEFICIAIRES DU PROJET LEADERSHIP ET D'UNE ETUDE DE PERCEPTION DE LIVRAISON DES SERVICES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DANS LES CHEFFERIES DE BASHALI, BWISHA ET WATALINGA

Juillet 2022





Résumé exécutif

Le projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu, fait partie du programme énoncé dans le CPD 2020-2024, dans sa Priorité 1. Gouvernance pour le développement durable qui appuiera la décentralisation et le développement local en renforçant la participation équitable des hommes et des femmes à la prise de décisions et aux processus connexes, ainsi que la capacité des entités territoriales décentralisées à répondre aux besoins de la population. Le projet adoptera une approche inclusive et consultative conformément au New-Deal (PSG 1) et l'ODD 5 (« parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles ») ainsi que l'ODD 16 par l'appui aux administrations locales et la participation des femmes et jeunes aux instances de prise de décision. L'objectif du projet est de renforcer la cohésion sociale dans les zones stabilisées du Nord-Kivu afin de contribuer à la consolidation de la paix et de construire les fondations pour un développement durable. Il vise également à améliorer l'effectivité de décentralisation, de la gouvernance locale et l'accès à des services publics de qualité dans les zones d'intervention. De manière concrète, l'objectif global du projet est de renforcer le leadership et les capacités des femmes et des Jeunes afin de promouvoir leur participation accrue à la gouvernance locale et réaliser les dividendes de la paix pour tous les citoyens.

Cette étude visait d'obtenir les appréciations des bénéficiaires du projet Leadership sur la qualité des appuis leur apportés dans le cadre du renforcement du leadership des jeunes et des femmes en vue de faciliter leur participation accrue dans la gouvernance locale mais aussi obtenir les appréciations des populations sur le niveau de livraison des services par les administrations des trois chefferies (Bwisha, Bashali et Watalinga).

L'étude s'est déroulée en juillet 2022, dans Trois (03) Territoires de la Province du Nord-Kivu, à Masisi dans la chefferie de Bashali, à Rutshuru dans la chefferie de Bwisha et à Beni dans la chefferie de Watalinga.

Les résultats de cette étude montrent que hormis les focus groups organisés, nous avons eu 1038 personnes dont 18 autorités locales, 128 représentants des organisations de la société civile et 892 jeunes et femmes de plus de 35 ans, répartis à travers les trois entités territoriales décentralisées.

Sur l'ensemble des enquêtés jeunes et femmes rencontrées dans cette étude, la moyenne d'âge est de 31 ans L'enquête type étant de 30 ans. L'âge des participants à cette enquête varie entre 15 et 75 ans. Parmi nos enquêtés, 65% sont des jeunes dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans et 35% sont des femmes de plus de 35 ans. L'âge moyen des jeunes est de 25 ans (ET = 5,37) et celui des femmes est de 43 ans (ET = 8,2).

Près de 4 enquêtés sur 10 exercent la profession d'agriculteur dans l'ensemble des sites visités (37%). Les commerçants représentent plus d'un enquêté sur 10 (soit 13%). 15% des enquêtés ont affirmé être soit sans emplois ou Etudiants. Plus de la moitié des enquêtés sont mariés (58%). Les restes sont soit célibataires (32%), divorcés (4%) ou veuf (ve) (6%). S'agissant du niveau d'instruction, 1 sur 10 % des répondants ont le niveau universitaire, près de la moitié ont le niveau secondaire et seul 2 personnes sur 10 n'ont aucun niveau d'instruction. L'étude a montré que plus de 4 sur 10 des répondant déclarent avoir des connaissances sur la charte africaine de la jeunesse. Parmi eux, seul 26% déclarent connaître le nom et le contenu. En ce qui concerne les instruments nationaux, 5 femmes sur 10 déclarent avoir des connaissances sur le protocole relatif aux femmes de la RDC et près d'un jeune sur 2 déclarent avoir des connaissances sur la politique nationale de la jeunesse de la RDC. Le niveau de connaissance des instruments nationaux et internationaux (charte africaine de la jeunesse, protocole des femmes de la RDC, politique nationale de la jeunesse de la RDC) par les jeunes (filles/garçons) et femmes est en hausse de 27% par rapport à l'étude de base. Dans l'ensemble, ces instruments nationaux et internationaux sont connus par près d'un jeune sur 2 avec une grande connaissance du parlement des jeunes (59%) avec une influence du niveau d'instruction.

Les recherches ont montré encore que 61% des répondants connaissent le Plan de Développement Local (PDL) de leurs entités et 44% ont une connaissance sur le Plan Annuel d'Investissement (PAI) des chefferies et Presque 9 personnes sur 10 ont une Connaissance des missions des autorités locales ou élus locaux. Le niveau de la connaissance du PDL a haussé de 55% par rapport à celui de l'enquête baseline qui était de 6%.

Synthèse sur l'évolution des certains indicateurs

N°	Indicateur		seline vembre 021)	Endli (Juillet)	Ecart				
		n	%	n	%				
Nive	Niveau de connaissance générale sur les textes et instances								
1	Connaissance de la charte africaine de la jeunesse	108	13,5%	540	44%	31%			
2	Connaissance du Protocole relatif aux femmes de la RDC	83	11,8%	610	45%	33%			
3	Connaissance de la politique nationale de la jeunesse de la RDC	154	19,2%	892	43%	24%			

N°	Indicateur		seline vembre 021)	Endli (Juillet)	Ecart				
		n	%	n	%				
4	Connaissance du parlement des jeunes de la RDC	292	36%	892	59%	23%			
	nnaissance des documents de planification aux (AL)	on stra	tégique et	missions	s des A	cteurs			
5	Connaissance du Plan de Développement Local (PDL) de votre chefferie	78	6%	892	61%	55%			
6	Connaissance du Plan Annuel d'Investissement (PAI) de la chefferie	78	6,0%	892	44%	38%			
7	Connaissance des missions des autorités locales ou élus locaux		80,0%	892	89%	9%			
-	résentativité des jeunes et des femmes d'articipation à l'élaboration des PDL/PAI e								
8	Représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision de votre chefferie/département	386	34%	892	71%	37%			
9	Personnes ayant une fois participé à l'élaboration des PDL/PAI	182	17%	892	40%	23%			
10	Personnes pour qui l'exclusion des jeunes et femmes dans la gouvernance locale peut avoir des conséquences pour la chefferie/département		84%	892	92%	8%			
Pei	Perception sur la prise en compte des préoccupations des jeunes et femmes								
11	Individus qui connaissent la définition du PDL	74	5%	892	47%	42%			
12	Est-ce que le PDL de votre chefferie prend en compte les besoins des jeunes, des femmes et des personnes handicapées ?	104	8%	892	59%	51%			

N°	° Indicateur		seline vembre 021)	Endli (Juillet)	Ecart	
		n	%	n	%	
13	Est-ce que les droits des personnes vulnérables sont suffisamment promus dans votre commune à travers les PDL/PAI	56	5%	892	31%	26%
14	Existe-t-il des infrastructures visant à renforcer les femmes et les jeunes dans votre ETD ?		10%	892	64%	54%
	dres de concertation intra et/ou intergéné eunes / entre les femmes et suivi des ém			ions de di	alogue	entre
15	Existence dans la localité des cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels	78	5%	892	52%	47%
16	Est-ce qu'il y a souvent des sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes	155	11%	892	51%	40%
17	Individus qui Suivent des émissions Radios	680	56%	892	84%	28%

De cette synthèse, il ressort que les indicateurs clés du projet affichent globalement une bonne amélioration. La Connaissance du Protocole relatif aux femmes de la RDC a connu une variation de 33%, la Connaissance du Plan de Développement Local (PDL) de la chefferie affiche une variation de 55%, la représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision dans les chefferies/département connait une variation de 55% et l'existence des infrastructures visant à renforcer les femmes et les jeunes dans les ETD est estimée à 64%, bref une différence de 54% par rapport aux résultats de l'étude baseline.

Il ressort du tableau ci-contre, que 68% des organisations communautaires de la société civile possèdent des sièges. Tous les comités locaux de paix et de développement ont des sièges aux niveaux de leurs chefferies respectives. Les répondants ont estimé le nombre des membres des bureaux ayant des compétences administratives à 2866. Le nombre moyen étant de 22 personnes par OSC. Parmi ces membres, les femmes représentent 41%. Cette proportion était évaluée à 38,3% lors de l'évaluation de base

Au total, 21 organisations communautaires sur 128 n'ont pas élaboré leurs plans d'action pour l'année 2022. Parmi elles 18 organisations membres du conseil local de la jeunesse de Bwisha. Encore une fois, tous les CLPD et CPDG ont élaboré leurs plans pour cette année en cours. 95% des répondants ont confirmé qu'il existe un cadre de concertation de leurs organisations et les autres associations de la localité.

Les femmes sont moins impliquées dans l'élaboration des plans de développement au niveau des conseils locaux de la jeunesse. Cela pourrait être dû au fait qu'elles y sont aussi moins nombreuses comme membres effectifs des associations de jeunes. Cependant les résultats montrent que les femmes se retrouvent mieux dans les CAF car 71% de ceux-là qui participent à l'élaboration des plans de développement au sein des CAF, sont des femmes. Sur un total de 1594 membres des organisations communautaires de la société civile ayant des compétences techniques pour élaborer des plans d'actions opérationnelles, 45% sont des femmes soit, 722 femmes. Cependant ce % atteint le pic au niveau des CAF alors qu'au niveau de la chefferie, la proportion des femmes qui participent à cette activité reste encore moins élevée soit 22% seulement.

Durant les 12 derniers mois, le nombre d'activités de plaidoyer que les organisations communautaires de la société civile ont mené pour améliorer le cadre juridique et l'intégration des questions du genre dans les politiques de décentralisation est de 202 activités

Les participants au focus groups ont déclaré que le projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées a eu un impact sur l'amélioration de la participation des jeunes et femmes dans la planification et la coordination des activités locales la suite de la mise en place de ce projet. Qu'il soit à Bashali, à Bwisha ou à Watalinga, les participants aux focus groups et interviews ont témoigné que ce projet a amené les dirigeants à impliquer les jeunes et femmes dans la planification et coordination même si leur pourcentage n'a pas encore atteint le même niveau que les hommes.

Remerciements

Nos remerciements s'adressent tout d'abord aux bénéficiaires directs et aux membres de la communauté, qui nous ont éclairés en répondant à nos questions.

Nous remercions également les staffs du projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu et toutes les parties prenantes qui ont participé à l'élaboration du questionnaire, à l'accompagnement des enquêteurs et pour leur excellente coopération dans la préparation et l'exécution de cette enquête.

Nous tenons à remercier le personnel d'enquête (enquêteurs et équipe technique de l'INS Nord-Kivu) qui a bravé des nombreuses difficultés sur le terrain mais aussi les lecteurs critiques qui ont passé en revue ce rapport.

Liste des abréviations

Abréviation Signification

AFDE Association des Filles pour le Développement et le bien

Être Familiale

AGR Activité Génératrice des revenus

AL Acteurs Locaux

CAF Collectif des Association des Femmes

CLPD Comité Local de Paix et de Développement

CPDG Cellule de Paix et de Développement du Groupement

ET Ecart-Type

ETD Entité Territoriale Décentralisée

FARDC Forces Armées de la République Démocratique du Congo

INS Institut National de la Statistique

M23 Mouvement du 23 Mars

NOSC Nouvelle Organisation de la Société Civile

NPD Noyaux de Paix et de Développement

ODD Objectifs du Développement Durable

ODK Open Data Kit

OSC Organisations communautaires de la Société Civile

PAI Plan Annuel d'Investissement

PAO Plan d'Action Opérationnel

PDL Plan de Développement Local

PNSD Plan national stratégique de développement

PNUD Programme des Nations unies pour le développement

RDC République Démocratique du Congo

Liste des tableaux

Tableau 1: Echantillonnage par site	. 13
Sur l'ensemble des enquêtés jeunes et femmes rencontrés dans cette étude, la	
moyenne d'âge est de 31 ans (ET=10,61). L'enquête type a 30 ans. L'âge des	
participants à cette enquête varie entre 15 et 75 ans. Tableau 2 : Age des enquête	és
par territoire	
Tableau 3: Age des enquêtés par type des répondants	
Tableau 4: Répartition des enquêtés selon la profession principale exercée et par	
site	
Tableau 5: Répartition des enquêtés selon le sexe par site	
Tableau 6: Répartition des enquêtés selon l'état civil	
Tableau 7: Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction	
Tableau 8: Répartition des répondants par niveau de connaissance générale sur le	
textes et instances	
Tableau 9: Répartition des répondants par niveau de connaissance des documents	
de planification stratégique et missions des Acteurs Locaux	
Tableau 10: Confrontation d'une localité à un conflit au cours de 12 derniers mois.	
Tableau 11: Conflits les plus fréquents dans les zones d'étude	
Tableau 12: Solutions pour contenir les mouvements de revendication	
Tableau 13: Représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de pris	
de décision et Participation à l'élaboration des PDL/PAI et conséquence de leur	
exclusion	64
Tableau 14: Niveau de participation à l'élaboration des programmes/projets de	٠.
développement	66
Tableau 15: Mesures pour renforcer la confiance entre les jeunes, les femmes et le	
autorités locales	
Tableau 16: Différentes perceptions sur la prise en compte des préoccupations de	
jeunes et femmes selon les chefferies	
Tableau 17: Evolution de l'existence des cadres de concertation intra et/ou	00
intergénérationnels, sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes et su	ivi
des émissions radios.	
Tableau 18: Répartition des organisations visitées selon la chefferie	
Tableau 19: Effectif des femmes dans les OSC	
Tableau 20: Proportion des OSC ayant des sièges	
Tableau 21: Proportion des femmes disposant des compétences administratives	70
parmi les membres du bureau	70
Tableau 22: Manque des structures de gestion pour les OSC	
Tableau 23: Nombre des OSC n'ayant pas élaboré des plans d'actions pour l'anné	
2022	
Tableau 24: Implication des OSC dans le développement local	
Tableau 25: Implication des femmes dans l'élaboration des PAO	
Tableau 26: Effectif des acteurs locaux des OSC sur le processus de coordination	
de planification du développement	. ø/

Tableau 27: Effectif des femmes disposant des compétences pour élaborer des pl	ans
d'action opérationnelles	. 89
Tableau 28: Nombre d'activités de plaidoyer organisées par les OSC	. 91
Tableau 29: Les Infrastructures d'autonomisation des femmes et jeunes par cheffe	erie
Connues par la population	. 94
Tableau 30: Facteurs entravant la participation des jeunes et des femmes au	
processus de développement	. 97
Tableau 31: Points positifs et points à améliorer du projet Leadership des femmes	et
des jeunes	100

Liste des figures

Figure 1: Evolution de l'opinion de l'organisation et l'accompagnement pour conteni	r
les mouvements de revendication6	32
Figure 2: Evolution de l'opinion de la formation et la sensibilisation pour contenir les	j
mouvements de revendication6	32
Figure 3: Evolution de l'opinion de la sanction et la répression pour contenir les	
mouvements de revendication6	33
Figure 4: Proportion des femmes et jeunes qui pense pouvoir être élu a un poste de)
décision aux prochaines élections	73
Figure 5: Fréquence des réunions pour les OSC	77
Figure 6: source de financement des OSC	78
Figure 7: Désagrégation par chefferie, des femmes ayant des compétences	
techniques	90
Figure 8: Désagrégation par chefferie, des femmes ayant des compétences	
techniques	90
Figure 9 : cartographie des zones visitées durant l'étude1	11
Figure 10 : Salle multifonctionnelle de Kamango1	12
Figure 11 Equipement de la salle polyvalente1	12

A.INTRODUCTION

A.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Bureau Pays du PNUD appuie le gouvernement congolais dans la mise en œuvre de la bonne gouvernance et la décentralisation en apportant son expertise afin de développer et d'améliorer le cadre juridique ainsi que de piloter les expériences qui garantissent l'efficacité de la décentralisation sur le terrain et promeuvent le développement et la démocratie au niveau local en mettant l'accent sur la participation des femmes et des jeunes. En outre, grâce au mécanisme d'appui à la mise en œuvre du New Deal, le Bureau Pays aide la RDC à renforcer la consolidation de la paix et l'état de droit, à se familiariser avec les concepts clés New-Deal ; à renforcer les capacités du pays à entreprendre l'analyse de fragilités et intégrer le New-Deal, la consolidation de la paix, la fragilité et la reconstruction dans le processus de la planification nationale, y compris le Plan national stratégique de développement (PNSD).

Cet appui fait partie du programme énoncé dans le CPD 2020-2024, dans sa Priorité 1. Gouvernance pour le développement durable qui appuiera la décentralisation et le développement local en renforçant la participation équitable des hommes et des femmes à la prise de décisions et aux processus connexes, ainsi que la capacité des entités territoriales décentralisées à répondre aux besoins de la population. Le projet adoptera une approche inclusive et consultative conformément au New-Deal (PSG 1) et l'ODD 5 (« parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles ») ainsi que l'ODD 16 par l'appui aux administrations locales et la participation des femmes et jeunes aux instances de prise de décision. Le projet garantira que les jeunes et les femmes jouent un rôle central dans toutes les activités prévues et ouvrira des perspectives de participation, d'autonomisation et de contribution à la gouvernance locale sous différentes formes.

A.2. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

Objectif Global:

L'objectif du projet est de renforcer la cohésion sociale dans les zones stabilisées du Nord-Kivu afin de contribuer à la consolidation de la paix et de construire les fondations pour un développement durable. Il vise également à améliorer l'effectivité de la décentralisation, de la gouvernance locale et l'accès à des services publics de qualité dans les zones d'intervention. Le projet s'aligne sur les objectifs de la stratégie de soutien à la stabilisation à trois niveaux : National, Provincial et Local, tenant compte de leur interdépendance, afin que l'objectif global de la gouvernance pour la paix renforce le contrat social soit atteint. De manière concrète, l'objectif global du projet est de renforcer le leadership et les capacités des femmes et des Jeunes afin de

promouvoir leur participation accrue à la gouvernance locale et réaliser les dividendes de la paix pour tous les citoyens.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

Le contrat social est renforcé grâce à la coordination locale, la participation à la gouvernance locale et une meilleure redevabilité;

Une budgétisation participative respectant l'égalité du genre au niveau local améliore les services sociaux de base et le développement économique local ;

Les actions ciblées mises en œuvre pour renforcer la résilience des femmes et des jeunes contribuent à renforcer les progrès vers la réalisation du New-Deal et les ODD.

Objectifs de la mission

Obtenir l'appréciation des bénéficiaires du projet Leadership sur la qualité des appuis leur apportés dans le cadre du renforcement du leadership des jeunes et des femmes en vue de faciliter leur participation accrue dans la gouvernance locale.

Obtenir l'appréciation des populations sur le niveau de livraison des services par les administrations des trois chefferies.

A.3. METHODOLOGIE

La réalisation des enquêtes auprès des communautés bénéficiaires du projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu, a été conduite comme décrit dans les sections qui suivent.

A.3.1. Champs de l'enquête et échantillonnage

L'enquête a été conduite dans les différents milieux (accessibles)¹ de trois (03) Chefferies (Bwisha, Bashali et Watalinga) concernées par la mise en œuvre du projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, et a porté sur l'échantillon ainsi défini :

¹ Un site n'a pas fait partie de l'étude pour des raisons sécuritaire (JOMBA en chefferie de Bwisha suite aux affrontements entre M23 et FARDC)

Tableau 1: Echantillonnage par site

Chefferie	Total échantillon	Autorités	Organisations Communautair es de la société civiles	Jeunes et Femmes de plus de 35 ans
Bashali	369	6	9	354
Bwisha	364	5	113	246
Watalinga	305	7	6	292
Total	1038	18	128	892

A.3.1.1. Les étapes de réalisation de l'étude

Pour des raisons d'efficacité, l'étude a suivi progressivement les étapes suivantes :

Pour les Chefferies de Bwisha et Bashali

- 1. Identification des sites;
- 2. Identification des informateurs clés ;
- 3. Identification des groupes focaux ;
- 4. Sélection aléatoire en utilisant un générateur des nombres aléatoires des bénéficiaires à enquêter ;
- 5. Elaboration des outils d'enquête (manuel de l'agent enquêteur, guide des questions et d'interview) ;
- 6. Paramétrer le questionnaire d'enquête sur ODK
- 7. Sélection et formation des enquêteurs ;
- 8. Formalités administratives pour le déploiement des enquêteurs sur terrain
- 9. Collecte de données proprement dite à Rutshuru et Kitshanga (Masisi);
- 10. Voyage vers Watalinga
- 11. Sélection et formation des enquêteurs ;
- 12. Formalités administratives pour le déploiement des enquêteurs sur terrain
- 13. Collecte de données proprement dite à Nobili et Kamango

A.3.1.2. Approche utilisée

Afin d'atteindre les résultats escomptés, lors de la collecte des données sur le terrain, les équipes ont fait recours à l'approche quantitative par interview individuelle et approche qualitative par organisation des focus groups

Interview Individuelle

Cette technique a été utilisée pour obtenir le degré de satisfaction des bénéficiaires appuyés par le projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu (cfr questionnaire standard). L'échantillon a été pris de manière aléatoire dans chaque site sur base des listes des bénéficiaires qui étaient mises à la disposition des enquêteurs. Les animateurs des ONG partenaires ont participé aux enquêtes pour orienter les enquêteurs et faciliter leur contact avec les bénéficiaires sur terrain.

Cette technique a été utilisée spécifiquement à l'intention des bénéficiaires directes (Autorités, Jeunes et femmes et Organisations communautaires de la société civile) Les outils pour analyser les données quantitatives ont été SPSS (sur base des syntaxes) et l'Excel

Focus Group

Cette technique a été utilisée pour capter les points de vue des bénéficiaires du projet leadership, spécifiquement des femmes et des jeunes sur le sujet de leur participation dans la gouvernance de leurs ETD respectives mais aussi le niveau de satisfaction des populations sur la livraison des services par les administrations locales. Cette technique a été utilisée particulièrement à l'intention des membres des Organisations de la Société Civile.

Les données qualitatives issues des focus group et des interviews ciblées ont été soumises à une « analyse du contenu ». En effet, les notes ont été classées et des registres de réponses ont été constitués en Excel ou dans un logiciel d'analyse de données qualitatives (Nvivo 10) pour faciliter l'analyse et l'interprétation.

B. RESULTATS DE L'ETUDE

B.1. ENQUETE QUANTITATIVE AUPRES DES BENEFICIAIRES JEUNES-FEMMES

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête quantitative transversale auprès des communautés bénéficiaires du projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu

B.1.1. Caractéristiques générales des bénéficiaires

B.1.1.1. Répartition des enquêtés selon l'âge

Sur l'ensemble des enquêtés jeunes et femmes rencontrées dans cette étude, la moyenne d'âge est de 31 ans (ET=10,61)². L'enquête type a 30 ans. L'âge des participants à cette enquête varie entre 15 et 75 ans.

Tableau 2 : Age des enquêtés par territoire

Chefferie	n	Age moyen	Age médian	Ecart type	Minimum	Maximum
Bashali	354	29	27	8.64	15	61
Bwisha	246	35	33	13.57	15	75
Watalinga	292	32	31	8.90	16	62
Ensemble	892	31	30	10.61	15	75

Parmi nos enquêtés, 65% sont des jeunes dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans et 35% sont des femmes de plus de 35 ans. L'âge moyen des jeunes est de 25 ans (ET = 5,37) et celui des femmes est de 43 ans (ET = 8,2).

Tableau 3: Age des enquêtés par type des répondants

Type de répondant	N	Age moyen	Ecart type	Age médian	Minimum	Maximum
Femmes de plus de 35 ans	309	43	8.2	40	36	75
Jeunes de 15 à 35 ans	583	25	5.37	25	15	35
Ensemble	892	31	10.61	30	15	75

² Le coefficient de variation (Rapport entre l'écart-type et la moyenne) étant supérieur à **25%**, il y a dons une forte dispersion entre les enquêtés. Nous utilisons dans ce cas **l'âge médian**

B.1.1.2. Répartition des enquêtés selon la profession

Près de 4 enquêtés sur 10 exercent la profession d'agriculteur dans l'ensemble des sites visités (37%). Les commerçants représentent plus d'un enquêté sur 10 (soit 13%). 15% des enquêtés ont affirmé être soit sans emplois ou Etudiants

Tableau 4: Répartition des enquêtés selon la profession principale exercée et par site

Chefferie	N	Agent de l'état	Agriculture	Commerce	Débrouillard	Enseignant	Étudiant	Métier	Sans emplois
Bashali	354	5%	23%	20%	11%	6%	6%	18%	11%
Bwisha	246	1%	67%	9%	8%	6%	2%	6%	1%
Watalinga	292	10%	29%	9%	11%	15%	13%	2%	11%
Ensemble	892	5%	37%	13%	10%	9%	7%	9%	8%

B.1.1.3. Répartition des enquêtés selon le sexe et l'état civil

On constate que plus de 6 enquêtés sur 10 (Jeunes et femmes de plus de 35 ans) sont des femmes.

Tableau 5: Répartition des enquêtés selon le sexe par site

Chefferie	n	Nombre de Femmes enquêtées	% des Femmes
Bashali	354	221	62%
Bwisha	246	180	73%
Watalinga	292	209	72%
Ensemble	892	610	68%

Plus de la moitié des enquêtés sont mariés (58%). Les restes sont soit célibataires (32%), divorcés (4%) ou veuf (ve) (6%).

Tableau 6: Répartition des enquêtés selon l'état civil

Chefferie	n	Célibataire	Marié(e)	Divorcé (e)	Veuf (ve)
Bashali	354	42%	52%	3%	3%
Bwisha	246	23%	67%	1%	9%
Watalinga	292	28%	58%	8%	7%
Ensemble	892	32%	58%	4%	6%

B.1.1.4. Répartition des enquêtés selon le Niveau d'instruction

S'agissant du niveau d'instruction, 1 sur 10 % des répondants ont le niveau universitaire, près de la moitié ont le niveau secondaire et seules 2 personnes sur 10 n'ont aucun niveau d'instruction.

Tableau 7: Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction

Chefferie	n	Aucune	Primaire	Secondaire	Universitaire
Bashali	354	17%	27%	42%	14%
Bwisha	246	22%	28%	45%	4%
Watalinga	292	18%	23%	46%	13%
Ensemble	891	19%	26%	44%	11%

B.1.2. Niveau de connaissance des instances et textes relatifs aux jeunes et femmes, des documents de planification stratégique et de la mission des acteurs locaux (al)

B.1.2.1. Connaissance des instances et textes relatifs aux jeunes et femmes

Les résultats de cette étude montrent que plus de 4 sur 10 des répondant déclarent avoir des connaissances sur la charte africaine de la jeunesse. Parmi eux, seuls 26% déclarent connaitre le nom et le contenu. En ce qui concerne les instruments nationaux, 5 femmes sur 10 déclarent avoir des connaissances sur le protocole relatif aux femmes de la RDC et près d'un jeune sur 2 déclarent avoir des connaissances sur la politique nationale de la jeunesse de la RDC. Le niveau de connaissance des instruments nationaux et internationaux (charte africaine de la jeunesse, protocole des femmes de la RDC, politique nationale de la jeunesse de la RDC) par les jeunes (filles/garçons) et femmes est en hausse de 27% par rapport à l'étude de base. Dans l'ensemble, ces instruments nationaux et internationaux sont connus par près d'un jeune sur 2 avec une grande connaissance du parlement des jeunes (59%) avec une influence ³du niveau d'instruction. Dans l'ensemble, seuls 3 jeunes sur 10 connaissent le nom et le contenu des textes sus évoqués avec une forte proportion dans la chefferie de Bwisha.

_

³ P-value<0.001: Le niveau d'instruction influence significativement sur la connaissance des instruments nationaux et internationaux

Tableau 8: Répartition des répondants par niveau de connaissance générale sur les textes et instances

Variable	Modalités	Connaissance de la charte africaine de la jeunesse		Connaissance du Protocole relatif aux femmes de la RDC		Connaissance de la politique nationale de la jeunesse de la RDC		Connaissance du parlement des jeunes de la RDC	
		n	%	n	%	n	%	n	%
	Bashali	245	36%	221	41%	354	38%	354	50%
Chefferie	Bwisha	130	67%	180	64%	246	54%	246	73%
Chefferie	Watalinga	165	39%	209	32%	292	40%	292	56%
	Ensemble	540	44%	610	45%	892	43%	892	59%
	Jeunes de 15 à 35 ans	540	44%	302	39%	583	46%	583	67%
Catégorie	Femmes de plus de 35 ans	0	0%	308	50%	309	39%	309	43%
	Ensemble	540	44%	610	45%	892	43%	892	59%
	Aucune	50	14%	161	35%	168	20%	168	32%
	Primaire	114	23%	178	35%	231	34%	231	46%
Niveau d'étude	Secondaire	298	49%	226	56%	394	52%	394	71%
	Universitaire	78	77%	45	60%	99	68%	99	86%
	Ensemble	540	44%	610	45%	892	43%	892	59%

B.1.2.2. Connaissance des documents de planification stratégique et missions des Acteurs Locaux (AL)

D'après les réponses des enquêtés, cette étude a montré que 61% des répondants connaissent le Plan de Développement Local (PDL) de leurs entités et 44% ont une connaissance sur le Plan Annuel d'Investissement (PAI) des chefferies et Presque 9 personnes sur 10 ont une Connaissance des missions des autorités locales ou élus locaux. Le niveau de la connaissance du PDL a haussé de 55% par rapport à celui de l'enquête baseline qui était de 6%.

Tableau 9: Répartition des répondants par niveau de connaissance des documents de planification stratégique et missions des Acteurs Locaux

Variable	Modalités	Connaissance du Plan de Développement Local (PDL) de votre chefferie			Ann	Connaissance du Plan Annuel d'Investissement (PAI) de la chefferie				Connaissance des missions des autorités locales ou élus locaux			
		Baseline		Baseline Endlin		Baseline E		End	Endline		Baseline		lline
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
	Bashali	6	2%	354	56%	6	2%	354	34%	284	74%	354	97%
Chefferie	Bwisha	51	13%	246	75%	51	13%	246	53%	272	71%	246	97%
	Watalinga	21	6%	292	55%	21	6%	292	49%	372	97%	292	73%
	Ensemble	78	6%	892	61%	78	6%	892	44%	928	80%	892	89%
011.1	Jeunes de 15 à 35 ans	64	8%	583	66%	64	8%	583	47%	677	82%	583	91%
Cibles	Femmes de plus de 35 ans	14	4%	309	53%	14	4%	309	40%	251	79%	309	86%

Variable	Modalités	Connaissance du Plan de Développement Local (PDL) de votre chefferie			Anr	Connaissance du Plan Annuel d'Investissement (PAI) de la chefferie			Connaissance des missions des autorités locales ou élus locaux						
		Bas	Baseline		Baseline Endlin		dline	Baseline		Endline		Baseline		Endline	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
	Ensemble	78	6%	892	61%	78	6%	892	44%	928	80%	892	89%		
	Aucune	2	1%	168	45%	2	1%	168	29%	228	76%	168	82%		
	Primaire	6	2%	231	55%	6	2%	231	35%	287	80%	231	84%		
Niveau d'instruction	Secondaire	48	12%	394	65%	48	12%	394	51%	350	85%	394	93%		
	Universitaire	22	28%	99	86%	22	28%	99	68%	63	80%	99	100%		
	Ensemble	78	6%	892	61%	78	6%	892	44%	928	80%	892	89%		

B.1.3. Conflits /mouvements de revendication (implication et prévention)

B.1.3.1. Confrontation d'une localité à un conflit au cours de 12 derniers mois

Dans l'ensemble, les répondants ont affirmé que leurs localités ont été confrontées à des conflits au cours des 12 derniers mois. La chefferie de Bwisha est plus exposée aux conflits avec 97% des répondants qui l'ont affirmé. Globalement, le niveau de confrontation d'une entité à des conflits au cours de 12 derniers mois a haussé, quittant 47% à l'étude baseline à 82% actuellement.

Tableau 10: Confrontation d'une localité à un conflit au cours de 12 derniers mois.

Variable	Modalités	Votre localité a-t-elle été confrontée à des conflits au cours des 12 derniers mois ?						
		Base	line	Endline				
		n	%	n	%			
	Bashali	273	71%	354	80%			
Chefferie	Bwisha	244	64%	246	97%			
	Watalinga	24	6%	292	71%			
	Ensemble	541	47%	892	82%			
	Jeunes de 15 à 35 ans	145	46%	583	77%			
Cibles	Femmes de plus de 35 ans	396	48%	309	91%			
	Ensemble	541	47%	892	82%			
	Aucune	129	43%	168	83%			
Alban and	Primaire	145	41%	231	82%			
Niveau d'instruction	Secondaire	209	51%	394	81%			
	Universitaire	58	73%	99	82%			
	Ensemble	541	47%	892	82%			

B.1.3.2. Type des conflits les plus fréquents

Parmi les types de conflits les plus fréquents dans la zone, le Conflit politique a tendance de hausser dans toutes les chefferies visitées pendant notre étude. Il était à 16% lors de l'étude baseline et actuellement il est passé à 25%. Cela s'explique par l'activisme des groupes armés locaux et étrangers ce dernier temps qu'il soit à Bwisha, Watalinga ou à Bashali. Cependant, d'autres types de conflits ont affiché une tendance à la baisse à la suite de l'implication des différentes organisations dans la résolution locale des conflits. Il est à signaler que le conflit foncier en Territoire de Masisi n'a pas vraiment baissé plutôt a eu une légère augmentation de 3%.

Tableau 11: Conflits les plus fréquents dans les zones d'étude.

	Bwis	sha	Basl	hali	Watal	inga	Enser	mble
Type des conflits	Baseline	Endline	Baseline	Endline	Baseline	Endline	Baseline	Endline
Conflit politique	8,17%	26%	20,70%	23,0%	18,50%	27%	16%	25%
Conflit communautaire (affrontement entre groupes sociaux)	15,03%	10%	28%	20,0%	3,70%	12%	15%	14%
Conflit foncier	50,09%	42%	52%	55,0%	48,15%	47%	50%	48%
Conflit minier	1,33%	0%	0%		0	0%	0%	0%
Conflit lié à la réclamation des services sociaux de base ;	11,44%	7%	0%	1,2%	3,72%	0%	5%	3%
Conflits entre les politiques et autorités coutumières	0%	2%	0%		0	4%	0%	2%
Autres types de conflits (à préciser)	14%	13%	0%	0,8%	25,93%	10%	13%	8%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

B.1.3.3. Causes principales des conflits enregistrés dans la zone

Les raisons principales de différents conflits qui ont été plus citées par les répondants sont les suivant :

Types de conflits	Raisons principales de conflits
Politique	 ✓ Activisme des groupes armés par exemple M23 ; ✓ Activisme des ADF-NALU et d'autres groupes Mai-mai ; ✓ Incompétence de certaines autorités politico-administratives ; ✓ Frustrations de certains politiciens après leur échec aux élections ou par manque de poste politique
Communautaires	 ✓ Faibles cohésions sociales, ✓ Tendance d'appartenance tribale; ✓ Retour des certains déplacés ou refugiés dont leurs biens ont été occupés par d'autres personnes.
Fonciers	 ✓ Certains patrons ont spolié les espaces des terres de la population (Cas de Kitshanga) ✓ Retour des populations réfugiées en Ouganda dont leurs terres sont occupées par d'autres personnes (Cas de Watalinga); ✓ Vente illicite des parcelles dans le domaine de Katale et l'octroi de la concession de la prison de Nyongera à PREMIDIS au détriment de la population (Bwisha); ✓ Conflits des limites des terres et d'héritages.
Réclamation des services sociaux de base	 ✓ Manque de satisfaction de la part de la population vis-à- vis des actions de développement ✓ Faible redevabilité des dirigeants
Conflits entre les politiques et autorités coutumières	 ✓ La politique veut remplacer la coutume en nommant les Chefs des entités d'obédience politique ✓ Le remplacement de certains chefs de groupement sans motifs valable
Autres types de conflits (à préciser	 ✓ Enlèvements, kidnapping, attaques à mains armées; ✓ Taxes élevées sur une population pauvre et qui ne voit rien comme contrepartie; ✓ Délinquance; ✓ Règlement de compte.

B.1.3.4. Solutions pour contenir les mouvements de revendication dans la localité

La plupart de personnes rencontrées soit 84%, pensent que pour contenir les différents mouvements de revendication des différentes couches sociales de leurs localités, il faut une Formation et/ou sensibilisation et 68% des répondants affirment qu'il faut une bonne organisation et/ ou accompagnement de ces manifestants. Seuls 24% des répondants estiment qu'il faut des sanctions et/ou une répression.

Tableau 12: Solutions pour contenir les mouvements de revendication

Catégorie	n	Organisatio n/accompa gnement	Formation sensibilisatio n	Sanction/ Répressi on	Autres
Jeunes	583	68%	81%	23%	8%
Femmes de plus de 35 ans	309	69%	88%	24%	3%
Ensemble	892	68%	84%	24%	6%

B.1.3.5. Avis des jeunes et des femmes sur l'organisation et l'accompagnement pour contenir les mouvements de revendication.

Par rapport aux solutions pour contenir les mouvements de revendication dans les ETD, les jeunes et femmes ont donné leur avis sur des pistes de solutions. Pour ceux qui pensent qu'il faut un accompagnement des revendiquant, il y a eu hausse de niveau de cet avis par rapport aux résultats de baseline qui montraient que seulement 28% des répondants étaient pour cet avis et actuellement 68% de l'ensemble de personnes rencontrées estiment qu'il faut écouter les manifestants et les accompagner.

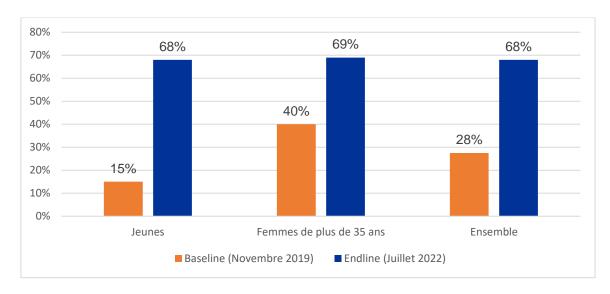


Figure 1: Evolution de l'opinion de l'organisation et l'accompagnement pour contenir les mouvements de revendication

B.1.3.6. Avis des jeunes et des femmes sur la formation et la sensibilisation pour contenir les mouvements de revendication.

Selon les résultats de cette étude, 88% des femmes âgées de plus de 35 ans pensent qu'il faut une sensibilisation et/ou une formation pour contenir les mouvements de revendication dans leurs chefferies respectives. Dans l'ensemble, le niveau de cette opinion a affiché une hausse par rapport à l'étude base line qui était de 22% vers 84% dans cette étude d'évaluation.

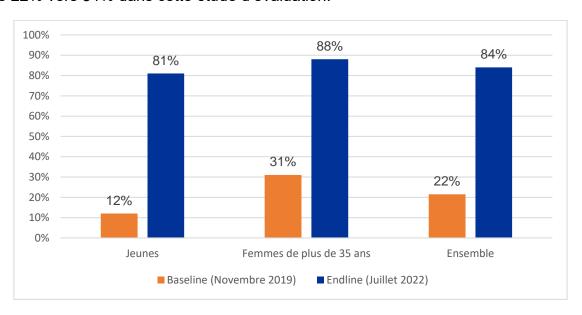


Figure 2: Evolution de l'opinion de la formation et la sensibilisation pour contenir les mouvements de revendication

B.1.3.7. Avis des jeunes et des femmes sur la sanction et la répression pour contenir les mouvements de revendication.

Ayant été témoins de certaines revendications qui débordent les lignes jusqu'à s'en prendre à des biens publics, prives ou à des vies humaines par justice populaire, une petite couche des répondants estime qu'il faut des sanctions appropriées et équilibrées pour contenir les mouvements de revendication étant donné que certaines revendications ne se passent pas selon les normes. 24% des répondants gardent cet avis contre 8% lors de l'étude de base.

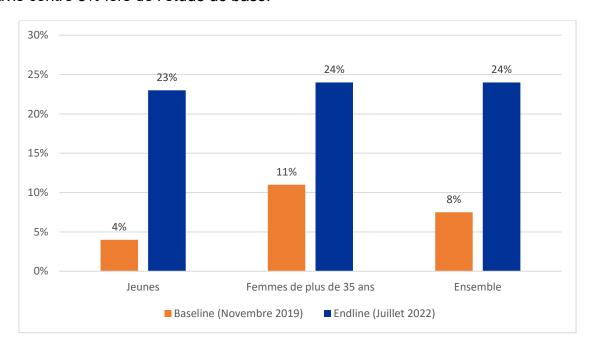


Figure 3: Evolution de l'opinion de la sanction et la répression pour contenir les mouvements de revendication

B.1.4. Participation dans l'élaboration des documents de planification

B.1.4.1. Représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision et Participation à l'élaboration des PDL/PAI et conséquence de leur exclusion.

A partir des résultats reçus dans cette étude, il est à noter que la représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision dans les chefferies s'est améliorée quittant de 34% à 71%. Pour les personnes ayant une fois participé à l'élaboration des PDL/PAI, le niveau a subi une hausse mais reste toujours en dessous de la moyenne pour les jeunes et femmes soit 4 personnes sur 10 répondants affirment avoir participé au moins une fois. Cependant beaucoup de personnes rencontrées soit 92% des répondants estiment que l'exclusion des jeunes et femmes dans la gouvernance locale peut avoir des conséquences pour la chefferie/département. Le niveau de prise de conscience s'est amélioré à une variation de 8%

Tableau 13: Représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision et Participation à l'élaboration des PDL/PAI et conséquence de leur exclusion

Variable	Modalités	et d ins	esentativ les femm stances d décision efferie/de	nes dans de prise de votr	s les de e	Personnes ayant une fois participé à l'élaboration des PDL/PAI				Personnes pour qui l'exclusion des jeunes et femmes dans la gouvernance locale peut avoir des conséquences pour la chefferie/département			
		Bas	eline	Enc	lline	Bas	eline	End	lline	Bas	eline	Endline	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
	Bashali	172	45%	354	72%	109	28%	354	34%	308	80%	354	91%
Chefferie	Bwisha	110	29%	246	67%	39	10%	246	52%	289	76%	246	87%
	Watalinga	104	27%	292	72%	34	9%	292	36%	361	94%	292	98%
	Ensemble	386	34%	892	71%	182	17%	892	40%	958	84%	892	92%
	Jeunes de 15 à 35 ans	291	35%	583	75%	117	14%	583	41%	687	83%	583	94%
Cibles	Femmes de plus de 35 ans	95	30%	309	62%	65	20%	309	37%	271	85%	309	89%
	Ensemble	386	34%	892	71%	182	17%	892	40%	958	84%	892	92%

Variable	Modalités	et d ins	es femm stances d décision	nes dans de prise de votr							Personnes pour qui l'exclusion des jeunes et femmes dans la gouvernance locale peut avoir des conséquences pour la chefferie/département				
		Base	eline	End	lline	Bas	eline	End	lline	Bas	eline	Enc	lline		
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%		
	Aucune	105	35%	168	61%	30	10%	168	27%	238	79%	168	87%		
	Primaire	106	30%	231	69%	63	18%	231	31%	291	81%	231	90%		
Niveau d'instruction	Secondaire	146	36%	394	73%	69	17%	394	43%	354	86%	394	94%		
	Universitaire	29	37%	99	81%	20	25%	99	67%	75	95%	99	98%		
	Total	386	34%	892	71%	182	17%	892	40%	958	84%	892	92%		

Fréquence de participation à l'élaboration des programmes/projets de développement.

Selon les réponses des enquêtés, nous constatons qu'il y a jusque-là la faible participation des femmes et des jeunes à l'élaboration des programmes/projets de développement dans différentes chefferies soit 48% des répondants affirment cette hypothèse. Dans l'ensemble, la participation élevée est encore faible car étant de 14%.

Tableau 14: Niveau de participation à l'élaboration des programmes/projets de développement

Variable	Modalités	N	Faible participation	Participation Moyenne	Participatio n élevée
	Bashali	120	50%	38%	13%
Chefferie	Bwisha	128	59%	31%	10%
Officiality	Watalinga	105	33%	45%	22%
	Ensemble	353	48%	37%	14%
	Femmes de plus de 35 ans	114	48%	36%	16%
Cibles	Jeunes de 15 à 35 ans	239	48%	38%	14%
	Ensemble	353	48%	37%	14%
	Aucune	45	62%	27%	11%
Niveau	Primaire	72	67%	29%	6%
d'instruct ion	Secondaire	170	46%	41%	12%
	Universitaire	65	25%	45%	31%
	Ensemble	352	49%	38%	14%
	Baseline		15%	72%	13%

Mesures à prendre pour renforcer la confiance entre les jeunes, les femmes et les autorités locales afin de réduire les risques de tensions et de conflits causés par les jeunes

Beaucoup de répondants 90% affirment que pour renforcer la confiance entre les jeunes, les femmes et les autorités locales afin de réduire les risques de tensions et de conflits causés par les jeunes il faut un cadre de dialogue adéquat, 65% pensent qu'il faut une Gouvernance locale transparente et inclusive et seulement 4% Estiment qu'il faut une répression.

Tableau 15: Mesures pour renforcer la confiance entre les jeunes, les femmes et les autorités locales

Chefferie	Catégorie	n	Cad re de dial ogu e	Gouvernanc e locale transparent e et inclusive	Sancti on	Répressi on	Autres (préciser)
Bashali	Femmes de plus de 35 ans	87	93%	48%	11%	1%	1%
	Jeunes de 15 à 35 ans	267	91%	59%	14%	1%	13%
Bwisha	Femmes de plus de 35 ans	103	90%	56%	26%	9%	5%
	Jeunes de 15 à 35 ans	143	91%	64%	22%	6%	10%
Wataling a	Femmes de plus de 35 ans	119	88%	93%	9%	4%	1%
a _	Jeunes de 15 à 35 ans	173	90%	69%	6%	3%	0%
Ensemble	•	892	90%	65%	14%	4%	6%

B.1.5. Perception sur la prise en compte des préoccupations

B.1.5.1. Perception sur la prise en compte des préoccupations des jeunes et femmes

L'étude a prouvé que Près de 5 personnes sur 10 connaissent la définition du Plan de Développement Local et 59% de répondants estiment que le PDL de leurs chefferies prend en compte les besoins des jeunes, des femmes et des personnes handicapées. La connaissance du PAI garde toujours 59%, et à la question de savoir si les droits des personnes vulnérables sont suffisamment promus dans votre commune à travers les PDL/PAI, seuls 33% sont d'accord. Le projet a amélioré l'existence des infrastructures visant à renforcer les capacités des femmes et les jeunes dans différentes ETD de 10% à 64%.

Tableau 16: Différentes perceptions sur la prise en compte des préoccupations des jeunes et femmes selon les chefferies.

Variable	Modalités	Individus qui connaissent la définition du PDL			Est-ce que le PDL de votre chefferie prend en compte les besoins des jeunes. des femmes. des personnes handicapées				Individus connaissant la définition du PAI ?				Est-ce que les droits des personnes vulnérables sont suffisamment promus dans votre commune à travers les PDL/PAI ?				Existe-t-il des infrastructures visant à renforcer les femmes et les jeunes dans votre ETD?				
		Bas	seline	Endl	ine	Baseline		Endline		Baseline		Endline		Baseline		Endline		Baseline		Endline	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Chefferie	Bashali	2	1%	354	55 %	22	6%	35 4	53 %	384	100 %	35 4	73 %	14	4%	35 4	30 %	32	8%	35 4	56 %
	Bwisha	53	14 %	246	40 %	50	13 %	24 6	64 %	340	89%	24 6	55 %	29	8%	24 6	37 %	59	15 %	24 6	56 %
	Watalinga	19	5%	292	45 %	32	11 %	29 2	63 %	363	95%	29 2	46 %	13	3%	29 2	26 %	33	9%	29 2	79 %
	Ensemble	74	5%	892	47 %	10 4	8%	89 2	59 %	108 7	95%	89 2	59 %	56	5%	89 2	31 %	12 4	10 %	89 2	64 %
Cibles	Jeunes de 15 à 35 ans	68	8%	583	43 %	89	11 %	58 3	61 %	775	93%	58 3	57 %	48	6%	58 3	33 %	99	12 %	58 3	61 %
	Femmes de plus de 35 ans	6	2%	309	56 %	15	5%	30 9	57 %	312	98%	30 9	64 %	8	3%	30 9	26 %	25	8%	30 9	69 %
	Ensemble	74	5%	892	47 %	10 4	8%	89 2	59 %	108 7	95%	89 2	59 %	56	5%	89 2	31 %	12 4	10 %	89 2	64 %
Niveau d'instruction	Aucune	0	0%	168	64 %	16	6%	16 8	51 %	300	100 %	16 8	76 %	11	4%	16 8	20 %	11	4%	16 8	59 %

Variable	Variable Modalités		Individus qui connaissent la définition du PDL				Est-ce que le PDL de votre chefferie prend en compte les besoins des jeunes. des femmes. des personnes handicapées				Individus connaissant la définition du PAI ?				Est-ce que les droits des personnes vulnérables sont suffisamment promus dans votre commune à travers les PDL/PAI ?				Existe-t-il des infrastructures visant à renforcer les femmes et les jeunes dans votre ETD?			
		Bas	Baseline		Endline		Baseline		Endline		Baseline		Endline		Baseline		Endline		Baseline		Endline	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	
	Primaire	4	1%	231	56 %	27	8%	23 1	59 %	356	99%	23 1	68 %	16	5%	23 1	31 %	30	8%	23 1	61 %	
	Secondaire	44	11 %	394	42 %	43	11 %	39 4	60 %	371	90%	39 4	53 %	24	6%	39 4	33 %	64	16 %	39 4	66 %	
	Universitaire	26	33 %	99	21 %	18	24 %	99	73 %	60	76%	99	36 %	5	6%	99	39 %	19	24 %	99	71 %	
	Ensemble	74	5%	892	47 %	10 4	8%	89 2	59 %	108 7	95%	89 2	59 %	56	5%	89 2	31 %	12 4	10 %	89 2	64 %	

B.1.6. Autres informations

B.1.6.1. Cadre de concertation intra et/ou intergénérationnels, sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes et suivi des émissions radios.

Les résultats de cette évaluation ont montré qu'il existe dans l'ensemble des chefferies visitées des cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels et cette existence a eu une variation de 47% par rapport à l'étude baseline, et à la question de savoir s'il existe souvent des sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes, le niveau a évolué quittant 11% à 51% et les répondants ont affirmé que 84% suivent les émissions radios. Plus on a un niveau d'étude élevés, plus on suit les émissions radios car 93% des répondants ayant un niveau d'instruction universitaire l'ont affirmé.

Tableau 17: Evolution de l'existence des cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels, sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes et suivi des émissions radios.

Variable	Modalités	Existence dans la localité des cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels		Est-ce qu'il y a souvent des sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes ?			Individus qui Suivent des émissions Radios						
		Base	eline	End	dline	Bas	seline	End	dline	Bas	eline	End	dline
		n	%	N	%	n	%	n	%	n	%	n	%
	Bashali	5	1%	354	53%	4	1%	354	51%	160	42%	354	82%
Chefferie	Bwisha	72	19%	246	51%	102	27%	246	54%	282	74%	246	87%
	Watalinga	1	0%	292	52%	49	13%	292	50%	247	65%	292	83%
	Ensemble	78	5%	892	52%	155	11%	892	51%	689	56%	892	84%
Cibles	Jeunes de 15 à 35 ans	70	8%	583	51%	133	16%	583	51%	563	68%	583	88%

Variable	Modalités	Existence dans la localité des cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels		Est-ce qu'il y a souvent des sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes ?			Individus qui Suivent des émissions Radios						
		Base	eline	End	dline	Ba	seline	End	dline	Bas	eline	End	dline
		n	%	N	%	n	%	n	%	n	%	n	%
	Femmes de plus de 35 ans	8	3%	309	54%	22	7%	309	51%	126	40%	309	76%
	Ensemble	78	5%	892	52%	155	11%	892	51%	689	56%	892	84%
	Aucune	11	4%	168	45%	28	9%	168	39%	135	45%	168	73%
NI:	Primaire	13	4%	231	49%	23	6%	231	48%	188	53%	231	82%
Niveau d'instruction	Secondaire	35	9%	394	54%	73	18%	394	57%	294	72%	394	88%
	Universitaire	19	24%	99	61%	31	39%	99	60%	72	91%	99	93%
	Ensemble	78	5%	892	52%	155	11%	892	51%	689	56%	892	84%

B.1.6.2. Rêve des jeunes et femmes d'être candidats lors des élections prochaines

Selon les résultats de cette étude, les personnes interrogées jeunes ou femmes ont émis le vœu d'accéder aux postes de décision par élections. Après des longues sensibilisations des différents thèmes du projet sur le Leadership, 53% des répondants pensent que dans les élections locales à venir, ils peuvent postuler afin de gagner la confiance et accéder au poste de décision.

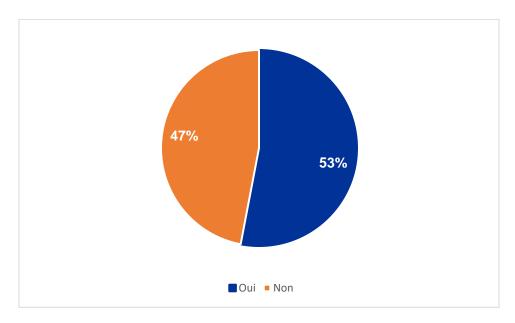


Figure 4: Proportion des femmes et jeunes qui pensent pouvoir être élu à un poste de décision aux prochaines élections

B.2. ENQUETE QUANTITATIVE AUPRES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

Dans cette partie de l'étude, nous allons nous intéresser de la caractéristique générale des OSC, de l'existence matérielle et leur fonctionnement, du financement et leur implication dans le développement local. Les organisations qui ont été les plus concernées dans cette étude sont : Le Conseils Locaux de la Jeunesse, le Collectif des Association des Femmes (CAF), la Cellule de Paix et Développement du Groupement – CPDG (niveau groupement), le Comité Local de Paix et de Développement – CLPD (niveau Chefferie), le Noyaux de Paix et de Développement – NPD (niveau village) et la Nouvelle Organisation de la Société Civile (NOSC)

B.2.1. Caractéristiques générales des organisations de la société civile

B.2.1.1. Présentation de l'échantillon par chefferie

Comme vous pouvez le constater, les conseils locaux de la jeunesse, les collectifs des associations des femmes (CAF) ainsi que les associations affiliées aux CAF et aux CLJ de chaque ETD sont nombreux que les autres types d'organisations de la société civile. C'est ainsi que sur un total de 128 personnes interviewées, les conseils locaux de la jeunesse représentent plus de la moitié des personnes interviewées. Les CLPD étant seulement à 3 en raison d'un CLPD par chefferie, ils représentent 2% des répondants. Le grand nombre des personnes interviewés se retrouvent dans la chefferie de Bwisha du fait que la majorité des OSC y est aussi concentrée.

Tableau 18: Répartition des organisations visitées selon la chefferie

Organisation communautaire de la société civile	Bashali	Bwisha	Watalinga	Total général
Conseils Locaux de la Jeunesse et associations affiliées	3	67	1	71
Collectif des Association des Femmes (CAF) et autres organisations affiliées	3	23	1	27
Cellule de Paix et Développement (CPDG)	1	18	1	20
Comités locaux de Paix et Développement (CLPD)	1	1	1	3
Noyau de Paix pour le Développement (NPD)	1	4	1	6
Nouvelle organisation de la société civile (NOSC)	0	0	1	1
Total général	9	113	6	128

B.2.1.2. Représentation des femmes et des jeunes dans les organisations communautaires de la société civile

A la lumière des évaluations faites, il ressort que les organisations communautaire de la société civile étaient effectivement redynamisées, actuellement caractérisées par une fonctionnalité progressive et une bonne prise en compte de la dimension Genre telle que

le renseigne le tableau ci-dessous .cependant , les collectifs des associations féminines intègrent 50% des jeunes alors que les conseils locaux de la jeunesse font exception à leur tour car les femmes sont représentées dans leurs organisations à seulement 1% .

S'agissant du score global de la proportion de femmes et des jeunes au sein des organisations communautaires de la société civile, les femmes représentent 3% alors que les jeunes représentent 96% des membres effectifs de ces organisations.

Tableau 19: Effectif des femmes dans les OSC

Organisation communautaire de la société civile	Total	Femmes		Jeui	nes
		Effectif	%	Effectif	%
Ensemble	477662	16572	3	443520	93
CHEFFERIE					
Bashali	562	297	53	220	39
Bwisha	476961	16237	3	443246	93
Watalinga	139	38	27	54	39
CIBLES					
Conseils Locaux de la Jeunesse	450343	3408	1%	430156	96%
Collectif des Association des Femmes (CAF)	24949	12203	49%	12491	50%
Cellule de Paix et Développement (CPDG)	1919	737	38%	732	38%
Comité Local de Paix et de Développement (CLPD)	110	28	25%	43	39%
Noyaux de Paix et de Développement (NPD)	332	193	58%	96	29%
Nouvelle Organisation de la Société Civile (NOSC)	9	3	33%	2	22%

B.2.2. Fonctionnement des organisations

En République Démocratique du Congo comme ailleurs, pour qu'une organisation puisse fonctionner normalement, il existe des préalables juridiques, sociales et financiers comme par exemple, l'existence d'un statut juridique prouvant son existence, le siège, les origines des ressources, l'existence des membres et autres.

B.2.2.1. De l'existence du siège pour les organisations communautaires de la société civile

Il ressort du tableau ci-contre, que 68% des organisations communautaires de la société civile possèdent des sièges. Tous les comités locaux de paix et de développement ont des sièges au niveau de leurs chefferies respectives.

Néanmoins, une attention particulière devrait être placée au niveau des collectifs des associations des femmes (CAF). Les résultats sus présentés montrent que ce sont ces collectifs eux qui ont un grand nombre d'effectif des membres après les conseils locaux de la jeunesse, malheureusement la moitié des Associations affiliées au CAF n'a pas des sièges fixes, soit (48%). Elles travaillent dans des centres multifonctions des CAF qui ont été équipés par le projet.

Tableau 20: Proportion des OSC ayant des sièges

Organisation communautaire de la société civile	Oui	Non	Total général
Conseils Locaux de la Jeunesse	66%	34%	100%
Collectif des Association des Femmes (CAF)	52%	48%	100%
Cellule de Paix et Développement du Groupement (CPDG)	85%	15%	100%
Comité local de Paix et Développement (CLPD)	100%	0%	100%
Noyau de Paix et de Développement (NPD)	83%	17%	100%
Nouvelle organisation de la société civile (NOSC)	100%	0%	100%
Total général	68%	32%	100%

B.2.2.2. De la tenue des réunions par les organisations

Pour une organisation, la réunion est un outil de communication et de management stratégique qui permet de communiquer des informations utiles et importantes, en obtenir, développer d'autres idées. Les réunions des organisations permettent aussi de trouver une solution adaptée à un problème et s'avèrent utiles au bon fonctionnement de l'organisation. Sans un minimum de coordination et d'échanges, bon nombre de projets n'aboutiraient tout simplement jamais. Bref, les réunions font partie aussi des outils de bonne gouvernance dans une organisation.

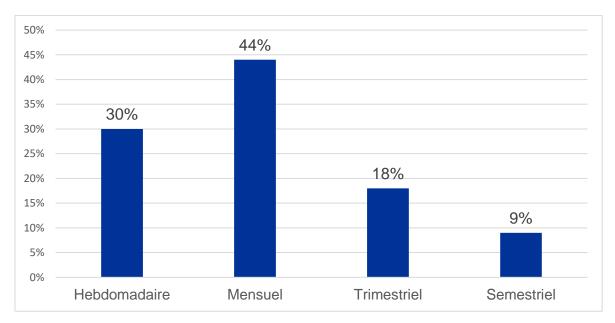


Figure 5: Fréquence des réunions pour les OSC

La figure 5 montre que 74% (30% ajouter de 44%) des organisations communautaires de la société civile organisent la réunion plus dans un mois. Aucune d'entre elles n'organise la réunion avec les membres, un an après, seulement 9% organisent leurs réunions 6 mois après.

B.2.2.3. De la source du financement des organisations communautaires de la société civile

Une association ou une organisation communautaire de la société civile, bien qu'elle soit caractérisée par son but non lucratif, a besoin des moyens financiers pour fonctionner. La recherche de financement est une étape indispensable au fonctionnement d'une organisation puisque les ressources qui lui sont apportées participent à son développement.

De nombreuses solutions de financement existent : les cotisations des membres, les activités lucratives de l'organisation, les subventions de l'Etat, les subventions des partenaires étrangers, les legs et autres.

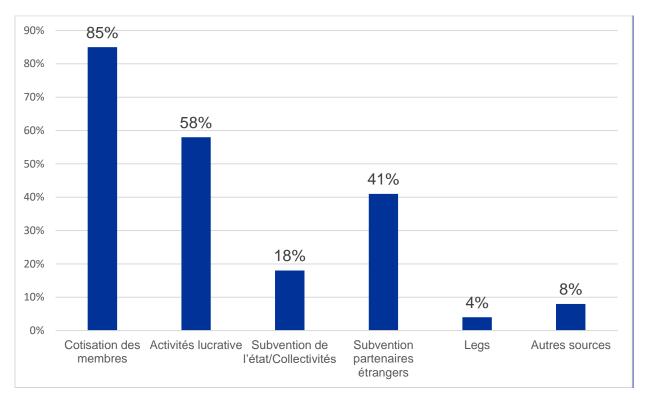


Figure 6: source de financement des OSC

Nous constatons sur ce graphique n°2 que la source principale des ressources pour les organisations communautaires de la société civile c'est la cotisation des membres (soit 85% des répondants l'ont confirmé). Les autres ont déclaré que comme les cotisations de membres ne suffisent pas pour faire fonctionner l'organisation, ils recourent à certaines activités génératrices de revenus telles que l'agriculture, le petit élevage, la coupe couture, les Associations villageoises d'épargne et de crédit et autres.

Seuls les CLPD et quelques CPDG ont déclaré avoir quelques subventions provenant de l'état soit 18% des répondants.

B.2.2.4. Nombre moyen et proportion de femmes disposant de compétences administratives parmi les membres du bureau

Tableau 21: Proportion des femmes disposant des compétences administratives parmi les membres du bureau

Fréquence des réunions	Nombre de personnes disposant des compétences administratives parmi les membres du bureau	Nombre moyen de personnes disposant des compétences administratives parmi les membres du bureau	fem dispos compé adminis parn memb	ion des mes ant des itences stratives ni les res du eau
			Baselin e	Endline
Total	2866	22	38 ,3%	41%
	Chefferie			
Bashali	120	13	32,5%	51%
Bwisha	2709	24	45,9%	41%
Watalinga	37	6	30,8%	38%
	Cibles			
Conseils Locaux de la Jeunesse	1272	18	27%,4	4%
Collectif des Association des Femmes (CAF)	1284	48	42,5%	78%
Cellule de Paix et Développement du Groupement (CPDG)	255	13	48 ,8%	41%
Comité local de Paix et de Développement (CLPD)	15	5	45,0%	33%
Noyau de Paix de Développement (NPD)	38	6	40,3%	37%

Fréquence des réunions	Nombre de personnes disposant des compétences administratives parmi les membres du bureau	Nombre moyen de personnes disposant des compétences administratives parmi les membres du bureau	fem dispos compé adminis parm memb	tion des mes ant des tences stratives ni les res du eau
			Baselin e	Endline
Nouvelle organisation de la société civile (NOSC)	2	2	45,5%	50%

Les répondants ont estimé le nombre des membres des bureaux ayant des compétences administratives à 2866. Le nombre moyen étant de 22 personnes par OSC. Parmi ces membres, les femmes représentent 41%. Cette proportion était évaluée à 38,3% lors de l'évaluation de base.

Cependant, les femmes étant moins représentées dans les conseils locaux de la jeunesse, elles sont aussi moins représentées dans les bureaux. Par conséquent le % des filles ayant des compétences administratives est moins élevé car elles représentent seulement 4% au niveau des conseils de la jeunesse.

B.2.2.5. De la non-disponibilité des structures exécutives ou de gestion des OSC par chefferie

Tableau 22: Manque des structures de gestion pour les OSC

OSC	Bashali	Bwisha	Taille de l'échantillon (n)
Conseils Locaux de la Jeunesse	0	5	71
Collectif des Association des Femmes (CAF)	0	1	27
Cellule de Paix et Développement (CPDG)	0	2	20
Comité local de Paix et Développement (CLPD)	0	0	3

OSC	Bashali	Bwisha	Taille de l'échantillon (n)
Noyau de Paix pour le Développement (NPD)	1	0	6
Nouvelle organisation de la société civile (NOSC)	0	0	1
Total général	1	8	128

Tous les répondants représentant les OSC de la chefferie de Watalinga ont confirmé que leurs organisations ont un organe de gestion/Comité de gestion. Au niveau de Bashali, seulement une organisation n'en a pas et c'est le noyau de paix pour le développement au niveau du village. Dans la chefferie de Bwisha, 5 conseils locaux de la jeunesse n'ont pas de structures de gestion. Une seule organisation féminine sur 27 n'a pas aussi de structure de gestion qui soit bien définie. En fin, tous les CLPD ont déclaré avoir des structures de gestion qui sont bien définies.

B.2.2.6. Des organisations communautaires de la société civile n'ayant pas des plans d'action 2022

En principe, chaque organisation communautaire de la société civile devrait avoir un plan d'action opérationnel chaque année pour lui permettre non seulement d'opérationnaliser sa stratégie mais aussi de donner aux différents services une ligne directrice avec des objectifs et/ou résultats à atteindre. Cette feuille de route permet de se projeter sur une année complète en transformant les réflexions en éléments concrets et opérationnels.

Tableau 23: Nombre des OSC n'ayant pas élaboré des plans d'actions pour l'année 2022

Existence du Plan d'action par type d'organisation	Bwis ha	Watali nga	Taille de l'échantillon (n)
Conseil Local de la Jeunesse et Associations affiées au CLJ	18	0	71
Collectif des Association des Femmes (CAF)	3	0	27
Cellule de Paix et Développement (CPDG)	0	0	20

Existence du Plan d'action par type d'organisation	Bwis ha	Watali nga	Taille de l'échantillon (n)
Comité local de Paix et de Développement (CLPD)	0	0	3
Noyau de Paix et Développement (NPD)	0	1	6
Nouvelle organisation de la société civile (NOSC)	0	1	1
Total général	21	2	128

Au total, 21 organisations communautaires sur 128 n'ont pas élaboré leurs plans d'actions pour l'année 2022. Parmi elles 18 associations affiliées au conseil local de la jeunesse de Bwisha. Encore une fois, tous les CLPD et CPDG ont élaboré leurs plans pour cette année en cours.

B.2.2.7. De l'existence d'un cadre de concertation avec d'autres associations du milieu

95% des répondants ont confirmé qu'il existe un cadre de concertation de leurs organisations et les autres associations de la localité. Cependant, les raisons avancées par ceux-là qui ne participent pas aux concertations avec les autres organisations communautaires sont les suivantes :

- Découragement de la plupart des membres suite à non prise en compte des actions d'intérêt local par les autorités au niveau de l'ETD
- Certains représentants des organisations communautaires ne sont pas du tout disponibles et stables pour planifier ces cadres de concertation
- La plupart des associations n'ont pas de grands espaces pouvant regrouper les représentants de plusieurs associations, par conséquent c'est difficile d'organiser ces genres de séances.
 - B.2.3. Implication des organisations de la société civile dans le développement local

B.2.3.1. Implication des OSC dans le développement local

Tableau 24: Implication des OSC dans le développement local

	% des répondants qui pensent que les OSC de la localité s'impliquent dans le développement local	% des OSC qui participent aux activités de prévention et résolution des conflits dans la localité	% des OSC ayant des cadres de e concertations avec des autorités locales
Total	93,%	97,7%	84,4%
	CHEFFERIE		
Bashali	100%	100%	88,9%
Bwisha	92%	97,3%	83,2%
Watalinga	100%	100%	100%
	CIBLES		
Conseils Locaux de la Jeunesse	88,7%	97,2%	84,4%
Collectif des Association des Femmes (CAF)	100%	96,3%	77,8%
Cellule de Paix et de Développement du Groupement (CPDG)	95%	100%	100%
Comité local de Paix et Développement (CLPD)	100%	100%	100%
Noyau de Paix et de Développement (NPD)	100%	100%	100%
Nouvelle organisation de la société civile (NOSC)	100%	100%	100%

Parmi les nombreux domaines d'activités des organisations communautaires de la société civile, et les nombreuses fonctions qu'elles remplissent, le rôle de la contribution au développement locale est sans doute le plus important.

Par rapport à l'implication des OSC dans le développement local, 93% des répondants pensent que leurs organisations participent activement au développement local. Selon les répondants, leurs actions se concrétisent à travers les actions suivantes :

- Renforcement des capacités des membres de la communauté, sensibilisation sur la paix et le développement et initiative communautaire dans l'agriculture, élevage et artisanat
- Ouverture et traçage des routes de desserte agricole
- Mobilisation de la population pour des travaux communautaires
- Mutualisation des forces de la population locale pour l'auto prise en charge à travers les Associations villageoises d'épargne et de crédit
- Boisement
- Faire des plaidoyers auprès des autorités ou personnes compétentes pour obtenir des projets en faveur de nos localités respectives
- Participer activement à l'élaboration du budget, du PAI et du PLD.
- Former et encadrer les jeunes filles comme garçons dans l'entreprenariat.

Cependant, en ce qui concerne les activités de prévention et de résolution des conflits de la localité, 98% des répondants ont déclaré que les organisations communautaires de la société civile participent activement aux activités de prévention et de résolution des conflits de leurs localités respectives.

Selon les résultats de l'évaluation, les activités qui les permettent de s'impliquer dans la prévention et résolution des conflits sont par exemple :

- Organiser des activités communautaires pour renforcer la cohésion sociale
- Faire la médiation entre les parties en conflits surtout pour les conflits fonciers
- Sensibiliser les jeunes pour ne pas adhérer aux groupes armés

En fin, 2,3 % des organisations communautaires qui ont déclaré qu'ils ne sont pas impliqués dans ce genre d'activités concernent les conseils locaux des jeunes et les collectifs des associations féminines.

B.2.3.2. Implication des femmes dans l'élaboration des Plans de développement local

Les femmes sont au cœur des équilibres familiaux, culturels, sanitaires et sociaux. Elles jouent un rôle central en matière de santé, d'éducation et surtout du développement. A

ce titre, leur implication dans l'élaboration des plans des développements est un facteur indispensable de progrès social et économique.

Tableau 25: Implication des femmes dans l'élaboration des PAO

Organisation communautaire de la société civile	Total	Effectif des femmes	% des femmes
Conseils Locaux de la Jeunesse	9964	19	0,2%
Collectif des Association des Femmes (CAF)	351	251	71,5%
Cellule de Paix et Développement de groupement (CPDG)	101	38	37,6%
Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD)	59	22	37,3%
Noyaux de Paix et de Développement (NPD)	34	8	23,5%
Nouvelle Organisation de la Société Civile (NOSC)	6	2	33,3%

Comme l'on peut le constater dans le tableau ci-haut, les femmes sont moins impliquées dans l'élaboration des plans d'actions opérationnelles au niveau des conseils locaux de la jeunesse. Cela pourrait être dû au fait qu'elles y sont aussi moins nombreuses comme membres effectifs des associations de jeunes.

Cependant les résultats montrent que les femmes regroupées dans le CAF sont associées au processus de l'élaboration du plan d'actions opérationnelles comme affirment 71% de nos répondants.

En fin, le score global de participation des femmes dans l'élaboration des plans d'actions opérationnelles est de 33, 9% soit 340 femmes.

B.2.3.3. Renforcement des capacités des acteurs locaux des organisations de la société civile sur le processus de coordination et de planification du développement

Tableau 26: Effectif des acteurs locaux des OSC sur le processus de coordination et de planification du développement

	% des répondants qui déclarent qu'au moins les membres de leurs OSC ont une fois bénéficié des formations sur le processus de coordination et de planification de développement	Effectif des membres ayant au moins une fois s bénéficié des formations sur le processus de coordination et de planification de développement	Effectif des femmes ayant au moins une fois s bénéficié des formations sur le processus de coordination et de planification de développement	Nombre des personnes ayant participé aux activités de coordination et de planification parmi les personnes formées	Nombre des femmes ayant participé aux activités de coordination et de planification parmi les personnes formées
Total	64%	1 897	379 (20%)	1 263	450 (36%)
		Cheff	erie		
Bashali	44%	114	45 (39%)	13	5 (38%)
Bwisha	64%	1 695	295 (17%)	1 217	431 (35%)
Watalinga	100%	88	39(44%)	33	14 (42%)
		Cibl	es		
Conseils Locaux de la Jeunesse	59%	1 411	89(6%)	20	9 (45%)
Collectif des Association des Femmes (CAF)	67%	284	207 (73%)	60	55(92%)
Cellule de Paix et de Développement du Groupement (CPDG)	70%	89	36(40%)	19	7 (37%)
Comités locaux de Paix et	100%	69	25(53%)	1 152	373 (32%)

	% des répondants qui déclarent qu'au moins les membres de leurs OSC ont une fois bénéficié des formations sur le processus de coordination et de planification de développement	Effectif des membres ayant au moins une fois s bénéficié des formations sur le processus de coordination et de planification de développement	Effectif des femmes ayant au moins une fois s bénéficié des formations sur le processus de coordination et de planification de développement	Nombre des personnes ayant participé aux activités de coordination et de planification parmi les personnes formées	Nombre des femmes ayant participé aux activités de coordination et de planification parmi les personnes formées
Développement (CLPD)					
Noyau de Paix et de Développement (NPD)	67%	38	2033%)	4	2 (50%)
Nouvelle organisation de la société civile (NOSC)	100%	6	2	8	4 (50%)

Par rapport au nombre d'acteurs locaux de la société civile et association de femmes formées prenant une part active dans la coordination et l'exercice de la planification, 1897 personnes ont été formées dont 379 femmes. Parmi ceux qui ont bénéficié de la formation, 1263 dont 450 femmes mettent déjà en pratique les acquis de la formation en participant aux activités de coordination et de la planification.

B.2.3.4. Nombre des femmes disposant des compétences pour élaborer des plans d'actions opérationnelles.

Tableau 27: Effectif des femmes disposant des compétences pour élaborer des plans d'action opérationnelles

Organisation communautaire de la société civile	Effectif Total	Effectif des femmes	% des femmes
Conseils Locaux de la Jeunesse	1096	384	35%
Collectif des Association des Femmes (CAF)	261	236	90%
Cellule de Paix et Développement (CPDG)	176	82	47%
Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD)	23	5	22%
Noyaux de Paix pour le Développement (NPD)	35	14	40%
Nouvelle Organisation de la Société Civile (NOSC)	3	1	33%
Total général	1594	722	45%

Sur un total de 1594 membres des organisations communautaires de la société civile ayant des compétences techniques pour élaborer des plans d'actions opérationnelles, 45% sont des femmes soit, 722 femmes.

Cependant ce % atteint le pic au niveau des CAF alors qu'au niveau de la chefferie, la proportion des femmes qui participent à cette activité reste encore moins élevée soit 22% seulement.

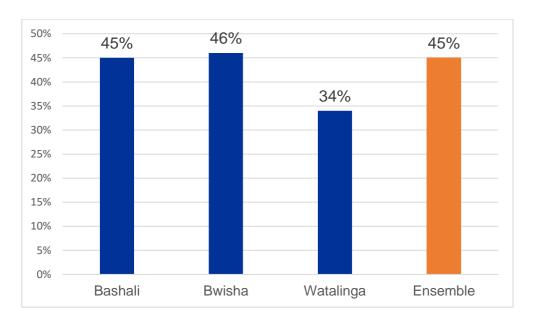


Figure 7: Désagrégation par chefferie, des femmes ayant des compétences techniques

Le pourcentage des femmes ayant des compétences techniques dans l'élaboration des Plans d'Actions Opérationnels est faible au niveau de la chefferie de Watalinga par rapport à d'autres chefferies qui ont reçues l'appui en formation telles que Bashali et Bwisha

Sur un total de 1594 membres des organisations communautaires de la société civile ayant des compétences techniques pour élaborer des plans d'actions opérationnelles, 45% sont des femmes soit, 722 femmes.

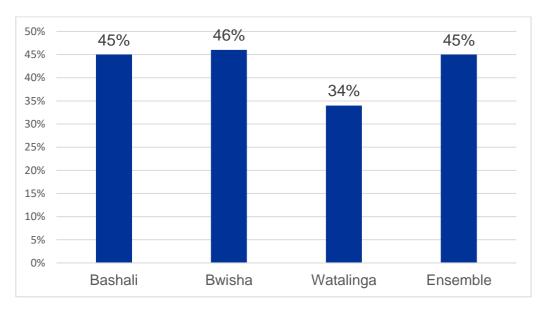


Figure 8: Désagrégation par chefferie, des femmes ayant des compétences techniques

Tableau 28: Nombre d'activités de plaidoyer organisées par les OSC

Organisation communautaire de la société civile	Nombre des plaidoyers	Nombre moyen
Conseils Locaux de la Jeunesse	95	1
Collectif des Association des Femmes (CAF)	37	1
Cellule de Paix et Développement (CPDG)	50	3
Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD)	3	1
Noyaux de Paix pour le Développement (NPD)	15	3
Nouvelle Organisation de la Société Civile (NOSC)	2	2
Total général	202	2

Durant les 12 derniers mois, le nombre d'activités de plaidoyer que les organisations communautaires de la société civile ont mené pour améliorer le cadre juridique et l'intégration des questions du genre dans les politiques de décentralisation est de 202 activités.

Le nombre moyen des activités de plaidoyer menées par les conseils locaux de la jeunesse ainsi que des collectifs des associations des femmes est d'une activité au cours d'une année.

B.3. ENQUETE QUALITATIVE AUPRES DES MEMBRES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

B.3.1. Appréciation de la participation des jeunes et femmes dans la planification et la coordination des activités locales.

La participation à la planification et à la coordination de la femme est non seulement une question d'actualité nationale mais aussi internationale. Car le pouvoir de l'Etat appartenant à tous les citoyens, il est anormal qu'il soit usurpé par les hommes qui sont, du reste, démographiquement moins nombreux que les femmes. Pareille situation ne semble pas beaucoup changer malgré l'existence de nombreux instruments juridiques internationaux et nationaux qui luttent contre toutes les formes de discrimination à l'égard des jeunes et femmes et qui font la promotion des principes comme l'égalité de genre, l'éqalité des chances, l'équité, la non-discrimination, la parité entre hommes et femmes.

Pendant notre recherche, les différentes personnes rencontrées nous ont affirmées que dans leurs entités respectives, il y a une amélioration de la participation des jeunes et femmes dans la planification et la coordination des activités locales à la suite de la mise en place de ce projet. Qu'il soit à Bashali, à Bwisha ou à Watalinga, les participants aux focus groups et interviews ont témoigné que ce projet a amené les dirigeants à impliquer

les jeunes et femmes dans la planification et coordination même si leur pourcentage n'a pas encore atteint le même niveau que les hommes.

Voici un extrait des déclarations des personnes interrogées dans l'encadré suivant :

« Actuellement suite à ce Projet de Renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables, bon nombre des jeunes et femmes sont impliqués dans la planification locale car ils ont été sensibilisé pour l'adhésion massive dans des associations et cela devient une source de développement de nos entités respectives. Nous prions donc à PNUD de continuer à accompagner ce processus jusqu'à atteindre l'égalité homme-Femme ». Déclaration d'une femme membre de l'Association pour le Développement des Jeunes de Nyarukwangara ADJEN en sigle se trouvant en chefferie de Bwisha.

Une femme membre du Collectif des Associations Féminines de Bashali affirme : « il y a une participation inclusive des jeunes garçons, des jeunes filles et des femmes au développement de notre chefferie et même pendant l'élaboration du budget de la chefferie, on tient toujours à la représentions des jeunes et femmes car ils constituent une couche très sensible et importante dans l'entité. Il existe même un plan local du développement (PDL) auquel nous avons participé, mais le seul problème réside au niveau de la restitution par certains représentants des structures qui ne sont pas redevables à leurs membres. »

« Les jeunes et les femmes sont associés dans la planification de la gouvernance locale dans cette chefferie, surtout dans le cadre de l'élaboration du PDL et PAI. La bonne implication des jeunes et des femmes conduit à des bons résultats du développement. Cependant, la culture d'impliquer les femmes surtout n'est pas encore ancrée dans les têtes de dirigeants. » Affirmation d'une femme cultivatrice et membre de l'Association UMOJA NI NGUVU de Nobili en chefferie de WATALINGA

B.3.2. Services nécessaires fournis par les ETD pour le renforcement du bien être des communautés, notamment aux jeunes et femmes

La bonne gouvernance d'un cadre réglementaire offrant un environnement favorable à la croissance, la fourniture de services publics efficaces et cela contribue à réduire la pauvreté. Nul n'ignore que plus de la moitié de la population Congolaise a moins de 25 ans et les possibilités qui lui sont offertes détermineront l'avenir du Pays. La situation actuelle des jeunes, de femmes et les actions qui sont ou seront prises ont ou auront une répercussion certaine sur l'atteinte de ODD 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde qui vise la fin de la pauvreté et la lutte contre les inégalités sous toutes ses formes et partout dans le monde. Il se compose de sept sous-objectifs ciblant : la lutte contre la pauvreté, l'accès aux services de base, la réduction de la proportion de travailleurs pauvres et des personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Dans cette étude, nous avons voulu savoir les services nécessaires fournis par les Entités Territoriales Décentralisées pour le renforcement du

bien être des communautés, notamment aux jeunes et femmes et beaucoup de personnes rencontrées nous ont affirmé que les services fournis par les Chefs de ces entités restent médiocres par rapport aux attentes de la population. Certains généralisent même que presque tous les dirigeants Congolais n'ont pas un sens de la redevabilité au peuple et moins encore une politique spécifique orientée aux services donnés aux jeunes et femmes. Ils affirment que c'est avec l'arrivée de certains projets que les ETD prennent conscience de tenir compte des femmes et des jeunes.

Dans l'encadré suivant, nous voyons comment la population rencontrée s'exprime en donnant leurs opinions sur les services nécessaires fournis par les Entités Territoriales Décentralisées pour le renforcement du bien être des communautés, notamment aux jeunes et femmes :

Une jeune fille et Présidente de l'association des filles pour le développement et le bienêtre familial AFDEF en sigle ayant participé au focus group organisé à Rugari en chefferie de Bwisha affirme : « Les services fournis par les ETD pour le renforcement du bien être des communautés restent médiocres face aux attentes de la population. Les Gouvernants Congolais ne sont pas redevables aux populations. Si les projets qui montrent la place de la femme dans la communauté n'étaient pas arrivés dans nos milieux, les Chefs des ETD n'allaient pas même penser à associer la femme et le jeune dans la planification est un élément capital dans le développement. »

« Globalement, le bien-être de la communauté Congolaise est mauvais et les ETD sont très limitées dans l'amélioration du social des populations congolaises en générale et celle des femmes en particulier. » Déclaration de la Vice-Présidente de la société civile dans un focus group organisé à BURUNGU dans la chefferie de Bashali.

Un Enseignant membre du Syndicat des Enseignants du Congo SYECO en sigle ayant participé à notre focus group organisé dans la salle de réunion de la chefferie de Watalinga déclaré : « En réalité, les services fournis par les ETD pour le renforcement du bien être des communautés ne sont pas appréciés par la population. C'est grâce à ce Projet de Renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables que nous voyons les jeunes l'implication des jeunes et femmes dans le plan de développement local et le plan d'investissement annuel. »

« Il y a une volonté des ETD de fournir des services nécessaires aux jeunes et femmes mais fort malheureusement le budget exécutoire de la chefferie est insuffisant suite l'activisme des groupes armés qui ne permettent pas aux autorités de contrôler toute l'entité et de mobiliser les moyens nécessaires et conséquents. On ne peut pas dire que les services sont bons alors qu'il n'y a pas d'argent. Les besoins de la population restent supérieurs aux moyens des ETD. » Affirmation du Fonctionnaire Délégué du Gouverneur basé à Kitshanga dans une interview lui accordée.

B.3.3. Infrastructures d'autonomisation des femmes et jeunes de renforcement des capacités œuvrant dans la localité

Les infrastructures jouent un rôle crucial pour le développement. Des systèmes de transport aux installations de production d'énergie, en passant par les réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement, les services qui permettent à la société de fonctionner et à l'économie de prospérer sont fournis grâce aux infrastructures. C'est pourquoi elles sont au cœur des efforts pour réaliser le développement d'une entité. Dans cette étude, nous nous sommes intéressés sur les infrastructures d'autonomisation des femmes et jeunes de renforcement des capacités œuvrant dans différentes chefferies concernées par cette étude. Les différentes personnalités rencontrées nous ont affirmé que certaines infrastructures existent dans leurs milieux mais elles ne sont pas encore suffisantes pour rendre la femme et le jeune autonomes et / ou renforcent leurs capacités. Ils témoignent que même si les efforts sont fournis par les organisations non gouvernementales dans les domaines, le gros du travail reste à faire pour arriver à autonomiser la femme et le jeune dans différentes entités.

Selon les données collectées dans les focus groups et interviews, voici les infrastructures connues par les populations interrogées par chefferie :

Tableau 29: Les Infrastructures d'autonomisation des femmes et jeunes par chefferie Connues par la population

Chefferi e	nfrastructures d'autonomisation des femmes et jeunes Connues
	Stade Tata Njodi de Nobili
Watalin	 Centre Multifonction pour les femmes de Kamango (Non encore enérgtionnel et pan équipé)
ga	opérationnel et non équipé) > Salle Polyvalente de Nobili
	 Marché public de Nobili
	Radio Communautaire pour la paix des Bashali, RCPB en sigle ;
	Centre Multifonction pour les femmes de Kitshanga;
Bashali	Entrepôt communautaire des vivres des Bashali équipé en moulins ;
	Salle de Conseil local de la jeunesse des Bashali ;
	 Salle des jeunes construite à Nyamitaba
	Réhabilitation des certains axes routiers de dessertes agricoles ;
	Bureau du Collectif des Associations Féminines à la Chefferie;
	Centre Multifonction pour les femmes de Kiringa/Rutshuru ;
	Centre de formation en coupe et couture équipé en machines à coudre ;
Bwisha	Deux salles polyvalentes (l'une à Tshengerero et l'autre à Kiringa);
	Entrepôt des vivres construit à Rutshuru ;
	Centre d'apprentissage des métiers ;
	Centre d'alphabétisation ;
	Deux marchés publics dont l'un a été réhabilités par le PNUD

Il est à signaler que cette liste dans le tableau ci-haut n'est pas exhaustive mais plutôt, pour les infrastructures les plus connues comme étant celles qui autonomisent la femme et le jeune dans ces chefferies.

Dans cet encadré, nous voyons comment les populations rencontrées lors de l'organisation des focus groups et/ou interviews s'expriment.

« En vérité, les infrastructures pouvant rendre la femme et le jeune autonomes dans cette chefferie sont encore insuffisantes malgré les efforts des partenaires comme PNUD. Cependant, ici à notre groupement, nous avons une grande salle que nous mettons à la disposition des femmes et des jeunes quand elles expriment le besoin et le collectif des associations féminines l'utilise pour promouvoir les jeunes. » Affirmation d'un Chef de groupement de Rugari en Chefferie de Bwisha, dans une interview nous accordée dans son bureau.

Un commerçant membre de la Fédération des Entreprises du Congo, FEC en sigle, section de Nobili en chefferie de Watalinga déclare : « Les Infrastructures d'autonomisation des femmes et jeunes dans notre milieu, existent et nous pouvons citer certaines d'entre elles : Centre Multifonctionnel de Kamango, Salle Polyvalente de Nobili, Stade TATA NJODI et bien d'autres, mais elles sont encore peu par rapport aux besoins des femmes et des jeunes. »

« Les infrastructures doivent être au cœur des efforts pour réaliser le développement d'une entité quelconque. Elles jouent même un rôle crucial pour le développement. Mais en réalité, les autorités congolaises y pensent très moins et sont limitées. » Affirmation du Vice-Président du Conseil Local de la Jeune, CLJ en sigle, dans un focus group organisé à Kitshanga.

B.3.4. Niveau de leadership des jeunes et des femmes de votre localité

Le concept de leadership se présente aujourd'hui comme un besoin non négligeable au changement de plusieurs choses, car il implique les trois facteurs clés au sein d'une organisation : les humains, l'influence et l'exercice du pouvoir, et l'atteinte des objectifs. La place de la femme est très importante dans la société traditionnelle africaine en général et en RD Congo en particulier. La gent féminine est reléguée toujours au second plan, celui d'une femme au foyer, d'une mère, d'une femme soumise entre autres. Selon les personnes rencontrées, le niveau de leadership des jeunes et des femmes dans les trois chefferies concernées par le projet est encore bas. En réalité, il y a eu une considération et une amélioration dans l'implication des femmes et jeunes dans la gestion et la planification du développement, mais la communauté n'a pas encore atteint un niveau satisfaisant en cette matière. C'est pourquoi II se pose un réel problème de sous-exploitation des potentiels féminins et juvéniles qui devraient apporter un plus au développement.

Quelques explications originales de certains participants illustrant la synthèse ci-haut donnée, sont bien consignées dans l'encadré ci-après :

Une femme mariée et Présidente de l'association des femmes villageoises pour le développement de Rugari, A.F.D.R en sigle ayant participé à notre focus group affirme : « Le niveau du leadership des jeunes et des femmes a évolué. La période d'avant ce projet, n'est pas égal à celle d'après projet. La femme et le jeune sont impliqués dans la planification et la gestion du développement mais leur occupation des postes de direction est faible encore. Nous devons continuer à montrer que plus nous impliquerons les femmes et les jeunes, plus nous atteindre des résultats attendus ».

« Le leadership des femmes et des jeunes de la chefferie des Bashali se voit à travers leurs capacités dans la résolution de conflits et ils sont très actifs dans le processus du développement de notre milieu. Beaucoup d'entre les femmes gèrent les activités Génératrices des revenus et animent les émissions à la radio sur la sensibilisation de l'autonomisation des femmes et jeunes pour un développement intégral. » Déclaration d'une femme membre de l'organisation UJPADI ayant participé au focus group organisé en chefferie de Bashali.

Une femme membre de l'Association Mapendo Musololo, ayant participé au focus group organisé dans la salle de réunion de la salle la Frontière de NOBILI témoigne : « Ici chez-nous, leadership de jeune et de la femme est en progression, surtout que certains organes de prise des décisions sont en partie occupés par les jeunes et/ou les femmes. Une particularité qui constitue la force de la pesanteur au leadership féminin est que la coutume du milieu continue à penser que la femme ne représente rien dans le cadre de la prise de décision du développement. Mais la mise en œuvre de ce projet a atténué cette idée et aujourd'hui, la femme est sur la bonne voie.

B.3.5. Facteurs qui entravent la participation des jeunes et des femmes au processus de développement dans la localité

La question du statut politique et social des femmes tient une place importante dans les débats actuels sur les conditions nécessaires au développement économique d'une entité ou d'un Territoire. L'action des féministes et des organisations de défense des droits des femmes a favorisé son émergence et permis la reconnaissance des théories du genre fondé sur l'analyse des rapports sociaux de sexe. Longtemps occultée, du moins jusqu'à l'adoption de la Charte des Nations Unies, la question des droits des femmes s'est progressivement imposée comme une préoccupation majeure des acteurs du développement. Pour cette étude, malgré les efforts du PNUD dans son Projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement locaux participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu.

Tableau 30: Facteurs entravant la participation des jeunes et des femmes au processus de développement

Plan	Facteurs les plus cités par les enquêtés							
Social & Culturel	➤ Les inégalités entre les sexes : D'après les enquêtés, les valeurs culturelles continuent à jouer un rôle fondamental dans l'équilibre des rapports sociaux et les relations de pouvoir entre hommes et femmes. Les rôles sexuels sont en effet définis et façonnés par la culture, à partir de laquelle se construisent les inégalités de genre et les normes sociales. Toutefois, le projet a découragé cette pratique mais qui n'est pas définitivement éradiquée dans les têtes des gens.							
	➤ Le rôle des institutions religieuses : En dépit des valeurs qu'elles défendent publiquement, certaines églises de ces entités, restent profondément conservatrices quant au rôle assigné aux femmes dans la sphère publique. Elles se montrent d'une manière générale peu engagées en faveur d'une plus grande représentation des femmes aux postes de responsabilité et de décision.							
Educatif	 Inégalité des niveaux d'instruction entre hommes et femmes: Bien que beaucoup de programmes aient favorisé l'éducation pour tous, les personnes rencontrées nous ont affirmé que c'est seulement au niveau primaire que le taux de scolarité entre garçons et filles est équilibré. Plus on monte de niveau, la fille perd sa chance d'être scolarisée et au niveau supérieur, la jeune fille a très peu de chance car elle est jugée par la communauté qu'elle fera partie d'une famille de son mari et pas de sa famille biologique. 							
Economique	 Les femmes et jeunes ont un accès aux ressources économiques et naturelles plus limité que les hommes : La pauvreté est une réalité pour la majorité des femmes et jeunes, ce qui limite leurs capacités d'implication dans la gestion et le poste de décision des entreprises privées ou publiques. Pour les jeunes, la communauté juge qu'il est encore tôt pour leur confier la gestion ou la prise de décision devant des grandes responsabilités. 							
Sécuritaires	 Les femmes et les jeunes sont les plus vulnérables devant les cas d'insécurité : Les personnes rencontrées nous ont affirmé que vu, la force physique des femmes, elles sont très limitées devant certains cas d'insécurité. Pour les jeunes filles, elles n'ont pas accès aux champs car souvent victimes des viols devant les forces négatives et pour les jeunes garçons, ils sont victimes des cas enrôlement forcé dans les rangs des groupes armés. 							

Toutes ces idées évoquées sur les facteurs qui entravent la participation des jeunes et des femmes au processus de développement sont des déclarations des personnes rencontrées pendant l'enquête dans différentes séances de focus groups organisées. Leurs propos originaux sont dans l'encadré suivant :

« Le premier facteur qui entrave la femme à la participation du processus du développement, est la culture. Beaucoup des personnes pensent que la femme ne peut pas occuper la place de direction en présence de l'homme. Mais aussi le niveau d'instruction reste trop bas pour les femmes de cette chefferie par rapport à celui des hommes. » « Quant aux jeunes, les autorités locales leur considèrent toujours comme des petits enfants qu'on ne peut pas consulter en cas d'une grande décision de développement. Il est à signaler que ces idées sont en train d'être combattues grâce aux apports du projet mais le gros reste à faire aussi. » Affirmation du Secrétaire du Conseil Territorial des Jeunes du Territoire de Rutshuru, dans une interview nous accordée à son bureau.

Un Enseignant membre du Syndicat des Enseignants du Congo SYECO en sigle ayant participé à notre focus group organisé dans la salle de réunion de la chefferie de Watalinga affirme: « Une femme a des rôles lui reconnus par la communauté ici : Faire les enfants, s'occuper d'eux et gérer le ménage au quotidien. Elle a ses spécialités et elle n'est pas toujours égale à l'homme. Cette façon de penser, est un blocage au projet mais aussi au développement du milieu. Sans ces défis, l'existence du projet ne serait pas justifiée. Heureusement beaucoup d'hommes comprennent déjà que faire participer la femme et le jeune c'est impératif. »

« Certaines églises prêchent que la femme n'est pas égale à l'homme et les croyants pratiquent ça à la lettre. C'est aussi un des facteurs qui entrave l'implication des femmes dans le processus du développement. » Affirmation d'une femme membre du Collectif des Associations Féminines de Bashali

B.3.6. Risques auxquels les femmes et les jeunes sont exposés en cas de conflits violents dans votre localité

Selon les explications des personnes rencontrées pendant notre recherche, les femmes et les jeunes filles sont exposées aux violences sexuelles en cas des conflits violents et contraintes à l'esclavage sexuel. Durant les affrontements, les jeunes filles sont souvent prises en otage et abusées sexuellement par les rebelles. Pour les jeunes garçons, ils sont exposés à l'enrôlement forcés dans des groupes armés et/ou victimes d'emprisonnement par les forces de sécurités leurs accusant de coopérer avec les rebelles. Le déplacement d'une zone à une autre devient difficile pour les hommes et les jeunes garçons étant plus exposés aux soupçons et aux recrutements forcés des rebelles.

Ces idées données ci-haut sont tirées des textes originaux résumant les propos des différentes personnes rencontrées comme vous pouvez le voir dans l'encadré ci-contre :

Un Secrétaire du Conseil Territorial des Jeunes en Territoire de Rutshuru, dans une interview nous accordée à son bureau déclare : « Dans le cadre des conflits violents dans notre chefferie, les femmes sont plus en danger. Elles sont plus exposées aux violences sexuelles, certaines restent veuves car leurs maris meurent au front. Quant aux jeunes ils sont exposés au recrutement forcé ou donc obligés de coopérer avec

des insurgés. Quand les forces de sécurité arrivent, ces mêmes jeunes sont de fois arrêtés car accusés de complicité avec les groupes armés. »

« Les femmes et les jeunes sont exposés en cas de conflits violents à beaucoup de risques. Ces conflits exposent les jeunes et femmes au rejet familial après viol par exemple, au taux de banditismes élevé chez les garçons une fois recruté par force, aux grossesses indésirables, aux avortements aux maladies sexuellement transmissibles et à la vulnérabilité aiguë des femmes et jeunes au sein de la communauté » Déclaration d'une femme membre de l'Association Kwetu ni Pazuri, ayant participé au focus groups organisé au village de Burungu en chefferie de Bashali.

B.3.7. Comment améliorer la participation des jeunes et des femmes au processus de planification et de coordination des actions de développement communautaire

Il est indispensable d'associer les jeunes et les femmes aux décisions en matière du processus de planification de développement et à la mise en œuvre des programmes, pour assurer la réussite à long terme. C'est pourquoi dans cette étude nous avons voulu savoir les idées principales de la communauté pour améliorer la participation des jeunes et des femmes au processus de planification et de coordination des actions de développement communautaire. La plupart de personnes rencontrées pensent que beaucoup d'actions sont nécessaires notamment :

- ✓ Combattre les violations des droits de l'homme dont sont victimes les femmes, en particulier les jeunes femmes et les jeunes filles ;
- ✓ Assurer une protection des jeunes filles, les doter des compétences et des moyens et leur apporter le soutien leur permettant de réaliser pleinement leur potentiel ainsi que leurs aspirations économiques et sociales.
- ✓ Que les jeunes de différentes chefferies prennent une part active à toutes les décisions qui touchent à leur vie actuelle et à leur avenir ;
- ✓ Chaque entité devrait, en consultation avec les jeunes, mettre en place un cadre visant à promouvoir le dialogue entre les jeunes et les autorités locales à tous les niveaux :
- ✓ Promouvoir le dialogue avec les associations de jeunes dans le cadre de l'élaboration et d'évaluation de plans et programmes sur l'examen de questions liées au développement;
- ✓ Créer des mécanismes permettant aux jeunes d'accéder à l'information et d'exprimer leur point de vue sur les décisions que prend la gouvernance locale, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement
 .
- ✓ Chaque chefferie devrait prendre des initiatives visant à réduire le niveau actuel de chômage des jeunes;
- ✓ Encourager la création de mécanismes visant à faire participer les femmes à tous les processus de prise de décision

Dans l'encadré ci-après, nous voyons comment la population rencontrée s'exprime en donnant leurs opinions pouvant améliorer la participation des jeunes et des femmes au processus de planification et de coordination des actions de développement communautaire:

Une femme membre de l'Association pour le Développement des Jeunes de Nyarukwangara ADEJEN en sigle, dans un focus group organisé en chefferie de Rutshuru affirme : « Pour améliorer la participation des jeunes et des femmes au processus de planification de développement, il faut d'abord penser aux projets qui peuvent réduire le chômage et continuer les sensibilisations auprès des autorités locales à faire participer les jeunes et femmes sur la planification de toutes action qui touche leur vie actuelle ou à venir. »

« Il faut promouvoir le dialogue avec les associations de jeunes dans le cadre de l'élaboration et de l'évaluation de plans et programmes sur l'examen de questions liées au développement de l'entité. Si cette promotion n'est pas prise en compte, nous ne pouvons jamais espérer à l'amélioration de la participation des jeunes et des femmes au processus de planification des actions de développement dans nos entités respectives. » Déclaration d'une femme membre de l'organisation UJPADI ayant participé au focus group organisé en chefferie de Bashali.

B.3.8. Points positifs et points à améliorer du projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement locaux participatifs

La gestion de projets est devenue un aspect indispensable de la gestion d'organisation. qu'elle soit petite ou grande. Peu importe le secteur dans lequel vous travaillez, un outil de gestion de projet constitue une solution fiable pour un suivi de bout en bout. Dans le but d'obtenir l'appréciation des bénéficiaires du Projet de Renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu, nous avons voulu savoir ce que la communauté considère comme points positifs et points à améliorer de ce projet et les éléments saillants évoqués sont dans le tableau suivants :

Tableau 31: Points positifs et points à améliorer du projet Leadership des femmes et des jeunes

Points positifs du Projet

Points à améliorer du projet

- Augmentation des revenus des jeunes > Insuffisance des machines à coudre et femmes par l'apprentissage des métiers,
- Améliorations des conditions de vie de certains jeunes et femmes à travers la
 Renforcer couture, l'élevage et autres AGR ;
- > Amélioration de la cohésion sociale dans différentes chefferies ;
- par rapport au nombre très élevé des filles et des femmes à former au centre multifonction de Kitshanga
- la neutralité des organisations dans le processus de la sélection des bénéficiaires

Points positifs du Projet

- Niveau élevé des bénéficiaires dans les plaidoyers des droits humains auprès des dirigeants et autres décideurs :
- Construction des centres Multifonctionnels et salles polyvalentes qui servent aux jeunes et femmes d'un cadre d'échange.
- Réhabilitation de certains stades qui encadrent les jeunes ;
- Appui aux centres d'alphabétisation dans les entités ;
- Le financement donné aux organisations et géré par ellesmêmes;
- Bonne formation aux responsables des organisations qui les a rendus redevables à leurs membres;
- Prise de conscience des autorités locales dans l'intégration des jeunes et des femmes dans la planification des actions de développement;
- Participation des jeunes et femmes à la rédaction des plans annuels d'investissement ou de développement dans une approche basée sur la gestion des conflits;
- Construction de la radio communautaire à Kitshanga qui facilite la sensibilisation sur les bonnes pratiques du respect de genre et du leadership des femmes et jeunes mais aussi de l'importance de leur implication dans la prise de décision.

Points à améliorer du projet

- formation de coupe et couture à de leur gestion interne,
- Manque de contrôle dans la distribution des invitations pour suivre les différentes formations car certains responsables faisaient la partialité;
- Temps insuffisant dans l'accompagnement des personnes formées;
- Manque de la politique de pérennisation des infrastructures construites par le projet;
- L'imposition d'ouverture d'un compte bancaire pour chaque organisation ayant reçu le financement dans des milieux qui n'ont pas des banques et cela a eu un impact sur les fonds car les frais de gestion du compte de ceux de transport vers le retrait n'étaient s et pas budgétisés ;

Dans l'encadré suivant, nous voyons comment la population rencontrée s'exprime en donnant les points positifs et points à améliorer du projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement locaux participatifs. Les personnes rencontrées s'expriment en ces termes :

« Le projet a eu des points positifs et d'ailleurs le PNUD, c'est un bailleur à féliciter. Les actions concrètes ici sont : La construction des centres Multifonctionnels et les salles polyvalentes qui servent aux jeunes et femmes d'un cadre d'échange» Affirmation d'une femme membre de l'Association Mapendo Musololo, ayant participé au focus group organisé dans la salle de réunion de la salle de l'hôtel la Frontière de NOBILI.

« Le projet a eu l'impact considérable sur la communauté. La construction de la radio communautaire à Kitshanga qui facilite la sensibilisation sur les bonnes pratiques du respect de genre et du leadership des femmes et jeunes mais aussi de l'importance de leur implication dans la prise de décision a une importance capitale. » Affirmation d'une femme membre du Collectif des Associations Féminines de Bashali

C. CONCLUSION

La présente enquête transversale a été organisée au mois de juillet 2022 auprès des bénéficiaires du projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu.

L'étude visait d'obtenir les appréciations des bénéficiaires du projet Leadership sur la qualité des appuis leur apportés dans le cadre du renforcement du leadership des jeunes et des femmes en vue de faciliter leur participation accrue dans la gouvernance locale mais aussi obtenir les appréciations des populations sur le niveau de livraison des services par les administrations de trois chefferies (Bwisha, Bashali et Watalinga).

En effet, L'étude a montré que plus de 4 sur 10 des répondants déclarent avoir des connaissances sur la charte africaine de la jeunesse. Parmi eux, seul 26% déclarent connaitre le nom et le contenu. En ce qui concerne les instruments nationaux, 5 femmes sur 10 déclarent avoir des connaissances sur le protocole relatif aux femmes de la RDC et près d'un jeune sur 2 déclarent avoir des connaissances sur la politique nationale de la jeunesse de la RDC. Le niveau de connaissance des instruments nationaux et internationaux (charte africaine de la jeunesse, protocole des femmes de la RDC, politique nationale de la jeunesse de la RDC) par les jeunes (filles/garçons) et femmes est en hausse de 27% par rapport à l'étude de base.

Dans l'ensemble, ces instruments nationaux et internationaux sont connus par près d'un jeune sur 2 avec une grande connaissance du parlement des jeunes (59%) avec une influence du niveau d'instruction.

Les recherches ont prouvé encore que 61% des répondants connaissent le Plan de Développement Local (PDL) de leurs entités et 44% ont une connaissance sur le Plan Annuel d'Investissement (PAI) des chefferies et Presque 9 personnes sur 10 ont une Connaissance des missions des autorités locales ou élus locaux. Le niveau de la connaissance du PDL a haussé de 55% par rapport à celui de l'enquête baseline qui était de 6%.

Il ressort de cette étude que les indicateurs clés du projet affichent une bonne amélioration globalement. La Connaissance du Protocole relatif aux femmes de la RDC a connu une variation de 33%, celle du Plan de Développement Local (PDL) de la chefferie affiche une variation de 55%, la représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision de votre chefferie/département connait une augmentation de 55% et l'existence des infrastructures visant à renforcer le leadership des femmes et les jeunes dans les ETD est estimée à 64%, bref une différence de 54% par rapport aux résultats de l'étude baseline de l'année 2019.

Dans la même optique, 68% des répondants affirment que les organisations communautaires de la société civile possèdent de siège. Tous les comités locaux de paix et de développement ont de siège au niveau de leurs chefferies respectives. Les

répondants ont estimé le nombre des membres des bureaux ayant des compétences administratives à 2866. Le nombre moyen étant de 22 personnes par OSC

Lorsqu'on compare les résultats de cette évaluation à ceux de la Baseline réalisée en Novembre 2019, on constate que les niveaux de satisfaction pour certains indicateurs du projet comme : niveau de connaissance générale sur les textes et instances, la connaissance des documents de planification stratégique et missions des acteurs locaux, la représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision et la participation à l'élaboration des PDL/PAI et conséquence de leur exclusion, la perception sur la prise en compte des préoccupations des jeunes et femmes, les cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels, sessions de dialogue entre les jeunes / entre les femmes et suivi des émissions radios ont significativement augmenté dans les trois Chefferies concernées par cette évaluation.

Au total, 21 organisations communautaires sur 128 n'ont pas élaboré leurs plans d'action pour l'année 2022. Parmi elles 18 OSC affiliées au conseil local de la jeunesse de la chefferie de Bwisha. Encore une fois, tous les CLPD et CPDG ont élaboré leurs plans pour cette année en cours. 95% des répondants ont confirmé qu'il existe un cadre de concertation de leurs organisations et les autres associations de la localité.

Les femmes sont moins impliquées dans l'élaboration des plans de développement au niveau des conseils locaux de la jeunesse. Cela pourrait être dû au fait qu'elles y sont aussi moins nombreuses comme membres effectifs des associations de jeunes. Cependant les résultats montrent que les femmes se retrouvent mieux dans les CAF car 71% de ceux-là qui participent à l'élaboration des plans de développement au sein des CAF, sont des femmes. Sur un total de 1594 membres des organisations communautaires de la société civile ayant des compétences techniques pour élaborer des plans d'actions opérationnelles, 45% sont des femmes soit, 722 femmes. Cependant ce % atteint le pic au niveau des CAF alors qu'au niveau de la chefferie, la proportion des femmes qui participent à cette activité reste encore moins élevée soit 22% seulement.

Durant les 12 derniers mois, le nombre d'activités de plaidoyer que les organisations communautaires de la société civile ont mené pour améliorer le cadre juridique et l'intégration des questions du genre dans les politiques de décentralisation est de 202 activités

Les participants au focus groups ont déclaré que le projet de renforcement du leadership des femmes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le développement local participatifs, inclusifs et durables dans les zones stabilisées du Nord-Kivu a eu un impact positif sur la participation des jeunes et des femmes dans la planification et la coordination des activités au niveau locale. Qu'il soit à Bashali, à Bwisha ou à Watalinga, les participants aux focus groups et interviews ont témoigné que ce projet a amené les dirigeants à impliquer les jeunes et femmes dans la planification et coordination même si leur pourcentage n'a pas encore atteint le même niveau que les hommes.

D. RECCOMMANDATIONS

Aux organisations de la société civile

Pour impliquer davantage les femmes et les jeunes dans le processus de développement local, les répondants ont émis quelques recommandations à savoir :

- Mener des sensibilisations auprès des autorités locales au niveau des groupements et des chefferies pour la prise en compte des jeunes et des femmes dans les organes de prise de décision de façon proportionnelle;
- Faire comprendre les femmes et les hommes de prendre leurs responsabilités en mains à partir de l'éducation des enfants ;
- Faire des contrôles dans la distribution des invitations pour suivre les différentes formations car certains responsables font la partialité pendant la distribution des invitations ;
- Amener le comité de gestion des certaines organisations à être transparents.
- Combattre les inégalités liées à la coutume qui existent entre les femmes et les hommes

Au Gouvernement

- Mobiliser des ressources supplémentaires pour poursuivre les actions du projet et l'élargir dans d'autres chefferies ;
- De prendre en mains ses responsabilités en désarmant tous les groupes armés afin de réduire l'insécurité ;
- Réduire sensiblement le chômage et la pauvreté des jeunes et des femmes ;
- Que le ministère du genre et celui de la jeunesse puissent accompagner ce projet.

AU PNUD

- Continuer à faciliter les jeunes et les femmes à créer des activités génératrices des revenus à impact visible afin de pérenniser les acquis du projet ;
- Instaurer un système d'audit financier adéquat pour toutes les organisations appuyées.
- Implémenter la deuxième phase du projet Leadership en corrigeant toutes les faiblesses constatées afin d'atteindre les objectifs souhaités ;
- Que les bailleurs puissent financer la continuité de ce projet ;

E. ANNEXE

E.1. Quelques tableaux complémentaires au rapport

E.1.1. Connaissance des instances et textes relatifs aux jeunes et femmes

Modalités	Modalités		charte a la jeu	africai nesse			Le protocole relatif aux droits des femmes de l'UA				La politique nationale de la jeunesse de la RDC				Le parlement des jeunes de la RDC			
			nnaisse le co	nt le no ntenu	om et	Coni	Connaissent le nom et le contenu			Connaissent le nom et le contenu				Connaissent le nom et le contenu				
		Bas	seline	End	dline	Bas	eline	End	lline	Bas	eline	End	dline	Baseline		En	ndline	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	
Chefferie	Bashali	3	20%	87	18%	2	18%	91	23%	3	14%	134	26%	2	4%	17 8	17%	
	Bwisha	21	27%	87	31%	7	23%	116	41%	30	27%	134	37%	29	25%	18 0	32%	
	Wataling a	3	21%	64	31%	0	0%	66	23%	9	43%	118	29%	39	29%	16 4	27%	
	Ensembl e	27	23%	238	26%	9	20%	273	30%	42	28%	386	31%	70	19%	52 2	25%	
Catégori e	Jeunes de 15 à 35 ans	27	25%	238	26%	6	19%	118	27%	41	27%	266	28%	70	24%	38 8	23%	

Modalités	Modalités		harte a la jeu	africaii inesse			rotocol its des l'l			La politique nationale de la jeunesse de la RDC			Le parlement des jeunes de la RDC				
			Connaissent le nom et le contenu				Connaissent le nom et le contenu			Connaissent le nom et le contenu				Connaissent le nom et le contenu			n et le
		Bas	eline	End	dline	Bas	eline	Enc	lline	Bas	eline	End	dline	Bas	seline	En	dline
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
	Femmes de plus de 35 ans	0	0%	0	0%	3	21%	155	33%	1	100 %	120	36%	0	0%	13 4	31%
	Ensembl e	27	23%	238	26%	9	20%	273	30%	42	28%	386	31%	70	19%	52 2	25%
Niveau d'étude	Aucune	0	0%	7	0%	0	0%	57	25%	0	0%	34	32%	3	17%	53	25%
	Primaire	1	17%	27	22%	4	67%	63	30%	2	11%	80	24%	6	13%	10 7	20%
	Secondai re	17	25%	146	29%	4	13%	126	32%	27	30%	206	30%	51	28%	27 9	25%
	Universit aire	9	26%	58	24%	1	13%	27	37%	13	30%	66	41%	10	21%	83	34%

Modalités	La charte africaine de la jeunesse					Le protocole relatif aux droits des femmes de l'UA				La politique nationale de la jeunesse de la RDC				Le parlement des jeunes de la RDC			
	Cor	nnaisse le co	nt le no ntenu	om et	Connaissent le nom et le contenu				Connaissent le nom et le contenu				Connaissent le nom et le contenu				
	Baseline		Baseline Endline		Baseline Endline			dline	Baseline Endline			Baseline Endline			dline		
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	
Ensembl e	27	23%	238	26%	9	20%	273	30%	42	28%	386	31%	70	19%	52 2	25%	

E 1.2. Existence dans la localité des cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels

Chefferie	Catégorie	n	Effectif	%
Bashali	Femmes de plus de 35 ans	87	53	61%
	Jeunes de 15 à 35 ans	267	134	50%
Bwisha	Femmes de plus de 35 ans	103	58	56%
	Jeunes de 15 à 35 ans	143	67	47%
Watalinga	Femmes de plus de 35 ans	119	56	47%
	Jeunes de 15 à 35 ans	173	96	55%
Ensemble		892	464	52%

E.1.3. Niveau de participation à l'élaboration des programmes/projets de développement

Variable	Modalités	n	Faible participation	Participation Moyenne	Participation élevée
	Bashali	120	50%	38%	13%
Chefferie	Bwisha	128	59%	31%	10%
Chenene	Watalinga	105	33%	45%	22%
	Ensemble	353	48%	37%	14%
	Femmes de plus de 35 ans	114	48%	36%	16%
Cibles	Jeunes de 15 à 35 ans	239	48%	38%	14%
	Ensemble	353	48%	37%	14%
	Aucune	45	62%	27%	11%
	Primaire	72	67%	29%	6%
Niveau d'instruction	Secondaire	170	46%	41%	12%
	Universitaire	65	25%	45%	31%
	Ensemble	352	49%	38%	14%
	Baseline		15%	72%	13%

E.2. Cartographie de zones concernées par l'étude

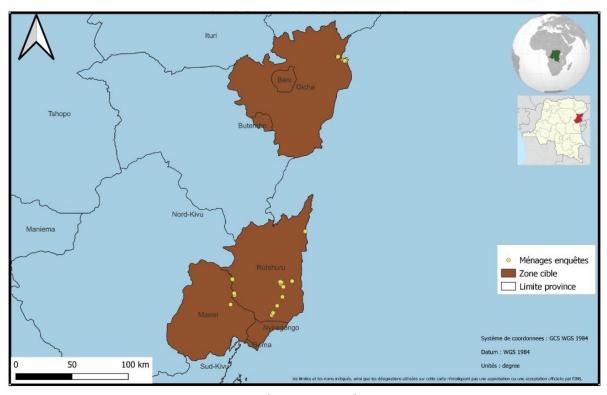


Figure 9 : cartographie des zones visitées durant l'étude

E.3. Quelques photos de certaines réalisations du projet



Figure 10 : Salle multifonctionnelle de Kamango en chefferie de Watalinga.



Figure 11 Equipement de la salle polyvalente

F. TABLE DES MATIERES

Α.		INTRODUCTION	11
Α	.1.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	11
Α	.2.	OBJECTIFS DE L'ENQUETE	11
Α	3.	METHODOLOGIE	12
	A.3.1.	Champs de l'enquête et échantillonnage1	2
	A.3.1.1.	Les étapes de réalisation de l'étude1	3
	A.3.1.2.	Approche utilisée1	3
В.		RESULTATS DE L'ETUDE	15
	.1. EMMES	ENQUETE QUANTITATIVE AUPRES DES BENEFICIAIRES JEUNES -15	
	B.1.1.	Caractéristiques générales des bénéficiaires1	5
	B.1.1.1.	Répartition des enquêtés selon l'âge1	5
	B.1.1.2.	Répartition des enquêtés selon la profession1	6
	B.1.1.3.	Répartition des enquêtés selon le sexe et l'état civil1	7
	B.1.1.4.	Répartition des enquêtés selon le Niveau d'instruction1	7
		Niveau de connaissance des instances et textes relatifs aux jeunes es, des documents de planification stratégique et de la mission des ocaux (al)1	
	B.1.2.1.	Connaissance des instances et textes relatifs aux jeunes et femme 18	S
		Connaissance des documents de planification stratégique et des Acteurs Locaux (AL)5	55
	B.1.3.	Conflits /mouvements de revendication (implication et prévention)	57
	B.1.3.1. mois	Confrontation d'une localité à un conflit au cours de 12 derniers 57	
	B.1.3.2.	Type des conflits les plus fréquents	58
	B.1.3.3.	Causes principales des conflits enregistrés dans la zone	30
	B.1.3.4. localité	Solutions pour contenir les mouvements de revendication dans la 61	
	B.1.3.5. l'accomp	Avis des jeunes et des femmes sur l'organisation et agnement pour contenir les mouvements de revendication6	31

		Avis des jeunes et des femmes sur la formation et la sensibilisation tenir les mouvements de revendication62
		Avis des jeunes et des femmes sur la sanction et la répression pour les mouvements de revendication63
B.1	.4.	Participation dans l'élaboration des documents de planification 63
pri		Représentativité des jeunes et des femmes dans les instances de décision et Participation à l'élaboration des PDL/PAI et conséquence xclusion
B.1	.5.	Perception sur la prise en compte des préoccupations 68
	1.5.1. nmes	Perception sur la prise en compte des préoccupations des jeunes et 68
B.1	.6.	Autres informations71
		Cadres de concertation intra et/ou intergénérationnels, sessions de entre les jeunes / entre les femmes et suivi des émissions radios71
		Rêve des jeunes et femmes d'être candidat lors des élections es73
	ETE CI	ENQUETE QUANTITATIVE AUPRES DES ORGANISATIONS DE LA VILE 73
B.2	2.1.	Caractéristiques générales des organisations de la société civile74
B.2	2.1.1.	Présentation de l'échantillon par chefferie74
	2.1.2. mmuna	Représentation des femmes et des jeunes dans les organisations autaires de la société civile74
B.2	2.2.	Fonctionnement des organisations76
	2.2.1. société	De l'existence du siège pour les organisations communautaires de é civile76
B.2	2.2.2.	De la tenue des réunions par les organisations77
	2.2.3. société	De la source du financement des organisations communautaires de civile77
		Nombre moyen et proportion de femmes disposant de compétences ratives parmi les membres du bureau79
		De la non disponibilité des structures exécutives ou de gestion des chefferie80
		Des organisations communautaires de la société civile n'ayant pas d'action 202281
		De l'existence d'un cadre de concertation avec d'autres ons du milieu82

	B.2.3. dévelop	Implication des organisations de la société civile dans le pement local	82
	B.2.3.1.	Implication des OSC dans le développement local	82
		Implication des femmes dans l'élaboration des Plans de pement local	84
	de la soc	Renforcement des capacités des acteurs locaux des organisation du ciété civile sur le processus de coordination et de planification du pement	ı
		Nombre des femmes disposant des compétences pour élaborer actions opérationnelles.	
	3.3. DRGANISA	ENQUETE QUALITATIVES AUPRES DES MEMBRES DES TIONS DE LA SOCIETE CIVILE	91
	B.3.1. planifica	Appréciation de la participation des jeunes et femmes dans la tion et la coordination des activités locales.	91
	B.3.2. bien être	Services nécessaires fournis par les ETD pour le renforcement e des communautés, notamment aux jeunes et femmes	
	B.3.3. renforce	Infrastructures d'autonomisation des femmes et jeunes de ment des capacités œuvrant dans la localité	94
	B.3.4.	Niveau de leadership des jeunes et des femmes de votre localité	ė 95
	B.3.5. processi	Facteurs qui entravent la participation des jeunes et des femme us de développement dans la localité	
	B.3.6. conflits	Risques auxquels les femmes et les jeunes sont exposés en cas violents dans votre localité	
	-	Comment améliorer la participation des jeunes et des femmes a us de planification et de coordination des actions de développem nautaire	ent
		Points positifs et points à améliorer du projet de renforcement de projet de renforcement de projet de renforcement de personnes et des jeunes pour accélérer la gouvernance et le pement locaux participatifs	
C.		CONCLUSION	103
E.	ANNEXE		106
F.	TABLE D	ES MATIERES	113